



Numéro  
**100**

# *Bulletin Officiel*

Juillet 1997

MINISTÈRE DE LA CULTURE

# *Bulletin officiel*

*juillet 1997*

## **Avertissement**

Tous les textes faisant l'objet  
d'une signalisation sont communicables  
à la sous-direction  
des affaires juridiques  
du ministère de la culture,

4, rue d'Aboukir, 75002 Paris  
Téléphone : 01 40 15 77 38

TEXTES ÉMIS EN MARS-AVRIL 1997

Directeur de la publication : Francine Mariani-Ducray  
Directeur-adjoint : Paul Florenson  
Rédacteur en chef : François Brouat  
Secrétariat de rédaction : Paul-Henri Doro, Edith  
Pirio, Josiane Karkidès  
Contact presse : Chantal Jaudon

Ministère de la Culture  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires juridiques  
Centre de documentation juridique et administrative  
4, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél : 01.40.15.77.38.

Abonnement annuel : 120 f

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Direction des archives de France**

- Page 5      Circulaire AD 97-1 du 16 janvier 1997 relative aux relations des administrations et des organismes publics avec les sociétés d'archivage privées pour la conservation d'archives publiques destinées à l'élimination.
- Page 8      Circulaire AD 97/2 du 27 février 1997 relative au traitement et à la conservation des documents relatifs aux relations de l'Etat avec les collectivités territoriales, produits ou reçus par les services des préfectures et des sous-préfectures.
- Page 13     Circulaire AD-DEP 486 du 5 mars 1997 relative à l'acquisition de fonds d'archives privées.

### **Direction du patrimoine**

- Page 13     Circulaire du 25 février 1997 concernant l'archéologie et l'urbanisme
- Page 15     Arrêté du 24 mars 1997 portant nomination à la délégation permanente du Conseil national de la recherche archéologique.

### **Direction du livre et de la lecture**

- Page 15     Circulaire du 20 février 1997 relative aux relais livre en campagne, programme 1997.
- Page 17     Circulaire du 24 mars 1997 relative au programme de classes lecture-découverte du livre.

### **Direction du théâtre et des spectacles**

- Page 18     Circulaire du 30 avril 1997 relative aux scènes nationales et aux contrats d'objectifs.

### **Centre national de la cinématographie**

- Page 23     Décision du 21 mars 1997 portant nomination d'un membre de la Commission compétente pour l'octroi de dérogation au délai prévu pour l'exploitation des oeuvres cinématographiques sous forme de supports destinés à la vente ou à la location pour l'usage privé du public.

**Centre national d'art contemporain Georges-Pompidou**

- Page 23 Décision du 22 mai 1997 portant modification de la décision du 29 janvier 1997 portant délégation de signature et de la décision modificative du 22 avril 1997.

**Réunion des musées nationaux**

- Page 24 Décision du 10 avril 1997 relative au tarif collectivité de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais.
- Page 24 Décision du 10 avril 1997 relative au tarif de l'exposition le voyage en France au musée de la voiture à Compiègne.
- Page 24 Décision du 10 avril 1997 relative aux tarifs pour l'auditorium du musée d'Orsay (saison 1997/1998).
- Page 25 Décision du 10 avril 1997 relative à la journée internationale des musées 1997 (ICOM).

- Page 25 **Documents signalés**

**Mesures d'information**

- Page 25 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

- Page 29 **Réponses aux questions écrites (Assemblée nationale et Sénat)**

**divers**

- Page 34 Circulaire du Premier ministre du 9 mai 1997 relative aux règles d'organisation des administrations centrales et des services à compétence nationale et de délégation de signature des ministres.
- Page 39 Liste des oeuvres ayant obtenu une dérogation au délai vidéo.
- Page 41 Bulletin d'abonnement

# Mesures de publication et de signalisation

## DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

### **Circulaire conjointe AD 97-1 du 16 janvier 1997 relative aux relations des administrations et des organismes publics avec les sociétés d'archivage privées pour la conservation d'archives publiques destinées à l'élimination.**

Le ministre de l'intérieur,

Le ministre de la culture,

à

Mesdames et messieurs les préfets

Notre attention a été attirée à de nombreuses reprises par les développements des sociétés d'archivage privées, et par les relations que celles-ci pourraient entretenir, dans certains cas, avec les services ou organismes qui produisent des archives publiques dont le contrôle, la collecte, la conservation et le traitement incombent normalement aux services d'archives publics. La présente circulaire a pour objet de préciser dans quelle mesure et sous quelles conditions ces relations peuvent être envisagées.

Les archives publiques disposent d'un statut exorbitant du droit commun qui leur a été reconnu par la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979. Elles sont imprescriptibles. Par ailleurs, elles sont soumises à des règles de conservation très strictes qui sont précisées par le décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 et, pour les archives des collectivités territoriales, par le décret n° 88-849 du 28 juillet 1988.

Les articles 12, 13 et 14 du décret n° 79-1037 distinguent les archives courantes, qui sont d'une utilisation habituelle pour l'activité des services qui les ont produits ou reçus, les archives intermédiaires, qui ont cessé d'être considérées comme archives courantes mais qui ne peuvent encore, en raison de leur intérêt administratif, faire l'objet de tri et d'élimination, et les archives définitives, qui ne présentent plus d'intérêt administratif et qui ne sont conservées qu'aux fins de la recherche historique.

La conservation des archives courantes incombe aux services qui les utilisent.

La conservation des archives définitives est assurée dans les dépôts d'archives relevant de la direction des archives de France ou placés sous son contrôle, c'est-à-dire dans un dépôt d'archives public (archives nationales, régionales, départementales ou municipales) ou dans les dépôts des entreprises et établissements publics ou des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public qui

seraient autorisés à assurer la gestion de leurs archives en application de l'article 10, alinéa 2 du décret. Aucune autre possibilité n'est envisageable.

En revanche, la conservation des archives intermédiaires peut s'effectuer de différentes manières.

Le décret n° 79-1037 précise que cette conservation doit être effectuée, soit dans des dépôts spéciaux, dits de préarchivage, gérés par la direction des archives de France ou placés sous son contrôle, soit dans les locaux mêmes de leur service, établissement ou organisme d'origine, sous le contrôle de la direction des archives de France, soit même dans les dépôts d'archives publics.

Depuis plusieurs années, le volume croissant des archives produites par les administrations, dont une très grande partie est destinée à être éliminée à terme plus ou moins bref, impose de considérer avec beaucoup d'attention les termes de cet article.

Dans la pratique, la conservation des archives intermédiaires dans un dépôt d'archives public sera limitée aux seuls documents dont une partie est destinée, au terme des tris et classements, à la conservation définitive. En effet, les dépôts d'archives publics n'ont pas pour mission d'accueillir des séries documentaires, souvent très importantes, destinées à une élimination intégrale au terme de leur durée d'utilité administrative.

La conservation de ces documents destinés à l'élimination à terme doit donc s'effectuer soit dans les dépôts de préarchivage s'ils existent, soit, et c'est le cas le plus fréquent à l'heure actuelle, dans les locaux des services qui les ont produits.

Ces services ne sont pas toujours en mesure de conserver dans leurs propres locaux des séries volumineuses. Ils souhaitent donc souvent faire appel à des prestataires de service qui peuvent assurer, dans des dépôts privés et moyennant rétribution, le stockage de ces documents.

Le recours à des sociétés privées est expressément interdit pour la conservation des archives des collectivités territoriales, puisque celle-ci doit toujours s'effectuer, en application de l'article 4 du décret n° 88-849, "dans un bâtiment public".

De même, les établissements hospitaliers sont tenus par l'article 7 du règlement des archives hospitalières annexé à l'arrêté du 11 mars 1968 d'assurer la conservation de la totalité de leurs archives "au siège de l'établissement".

En revanche, les administrations de l'Etat et leurs services déconcentrés, les entreprises et établissements

publics et les organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public, à l'exclusion des établissements hospitaliers, peuvent confier la conservation de leurs archives intermédiaires destinées à l'élimination à terme à des sociétés privées, sous réserve que soient remplies certaines conditions bien définies.

Il convient d'abord que le recours à une société privée s'exerce dans le respect des règles du code des marchés publics (publicité et concurrence), le CCAG utilisé étant celui des marchés de fourniture et de services.

Par ailleurs, le cahier des charges ou le contrat entre le service producteur des archives et l'entreprise qui en assurera la conservation doit prendre en compte la spécificité des archives publiques et les obligations légales et réglementaires qui pèsent sur leur collecte, leur conservation et leur communication. Il est donc nécessaire d'introduire dans ce contrat des clauses particulières, dont l'absence serait susceptible de mettre en cause la responsabilité des signataires du contrat, en application de la loi n° 96-393 du 13 mai 1996 relative à la responsabilité pénale pour des faits d'imprudence ou de négligence et dont les dispositions ont également fait l'objet d'un article 11 bis a, inséré dans la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires.

On trouvera en annexe une présentation des principes qui devraient inspirer la rédaction d'un cahier des charges ou d'un contrat. En tout état de cause, le directeur des archives départementales devra être associé étroitement à cette rédaction, afin que puisse être exercé pleinement le contrôle scientifique et technique de la direction des archives de France défini par le décret n° 79-1037. Cette association devra prendre la forme d'une autorisation préalable à la conclusion du contrat.

Le présent document ne prend en compte que le cas des sociétés privées auxquelles pourrait être confiée la conservation des documents d'archives publiques. L'intervention des sociétés privées dans la gestion des archives publiques courantes ou dans le classement des archives publiques fera l'objet d'une circulaire ultérieure.

Nous vous remercions de bien vouloir transmettre ces dispositions à l'ensemble des responsables des services déconcentrés de l'Etat de votre département. Les dispositions de la présente circulaire sont applicables immédiatement ; les contrats qui auraient été conclus antérieurement devront être modifiés pour s'y conformer. Vous voudrez bien nous saisir de toutes les difficultés d'application dont vous pourriez avoir connaissance.

Le ministre de l'intérieur et par délégation  
Le directeur général de l'administration  
Michel Blangy

Le ministre de la culture et par délégation  
Le directeur des archives de France  
Alain Erlande-Brandenburg

## **Annexe**

Principes à prendre en compte pour la rédaction d'un cahier des charges ou d'un contrat relatif à la conservation d'archives publiques par des sociétés privées

### **I. CONDITIONS GÉNÉRALES**

La société privée qui accepte le dépôt d'archives publiques doit reconnaître que les archives qui lui sont confiées sont des archives publiques au sens de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979. A ce titre, elles sont imprescriptibles.

Le caractère public de ces archives rend nécessaire l'observation des clauses particulières introduites au cahier des charges ou au contrat.

Le dépositaire doit également reconnaître qu'il est tenu à l'ensemble des obligations prescrites par les articles 1927 à 1946 du Code civil. Le déposant doit reconnaître pour sa part qu'il est soumis aux obligations définies par les articles 1947 et 1948 du Code civil. Cependant, le droit de rétention des archives dont dispose le dépositaire ne peut en aucun cas s'exercer, pour les archives publiques, à l'égard de la direction des archives de France.

### **II. CONTRÔLE DE LA DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE SUR LES ARCHIVES PUBLIQUES CONFIEES À UNE SOCIÉTÉ PRIVÉE**

Les archives publiques confiées pour leur conservation à des sociétés privées demeurent soumises au contrôle scientifique et technique de la direction des archives de France, tel qu'il est défini par le décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979.

La direction des archives de France doit donc être associée au contrat qui est établi entre le service producteur des archives et la société chargée de leur conservation. Cette association est manifestée par la délivrance d'une autorisation du directeur des archives de France ou de son représentant préalable à la conclusion du contrat.

### **III. NATURE DES DOCUMENTS D'ARCHIVES PUBLIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONFIEES À UNE SOCIÉTÉ PRIVÉE D'ARCHIVAGE**

Seuls peuvent être confiés à des sociétés privées des documents d'archives qui ne sont pas destinés à la conservation définitive.

En conséquence, la liste des archives qui sont confiées à une société privée doit être visée avant tout transfert par le représentant du directeur des archives de France compétent pour le contrôle de ces archives, afin que celui-ci puisse s'assurer que les documents répondent effectivement à cette condition.

### **IV. CONSERVATION MATÉRIELLE DES DOCUMENTS D'ARCHIVES PUBLIQUES CONFIEES À UNE SOCIÉTÉ PRIVÉE D'ARCHIVAGE**

La conservation matérielle des documents d'archives publiques doit s'effectuer sur le territoire national.

Les locaux dans lesquels est assurée cette conservation matérielle doivent répondre aux règles suivantes, qui sont celles normalement appliquées dans les dépôts d'archives publics :

- L'ensemble des locaux doit être équipé d'un système anti-intrusion.

- Chaque salle doit disposer d'au moins un extincteur pour 100 m<sup>2</sup>, ainsi que d'une issue de secours pour l'évacuation des documents en cas de sinistre.

- L'éclairage naturel doit être limité (l'idéal est de 1/10e de la surface des façades en surfaces vitrées).

- La ventilation doit assurer un renouvellement de 0,5 vol/heure.

Le directeur des archives de France ou son représentant peut s'assurer sur place du respect de ces conditions, au titre du contrôle sur la conservation des archives publiques.

#### **V. COMMUNICATION DES ARCHIVES PUBLIQUES CONFIEE À UNE SOCIÉTÉ D'ARCHIVAGE PRIVÉE**

Le directeur des archives de France ou son représentant dispose d'un droit d'accès permanent aux archives publiques dont la conservation est confiée à une société privée.

En dehors du directeur des archives de France ou de son représentant, la communication des documents confiés à une société privée est réservée aux personnes habilitées par le service producteur.

Le personnel de la société qui assure la conservation des archives est soumis au secret professionnel dans les conditions définies par l'article 2 de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 et par l'article 226-13 du nouveau Code pénal.

#### **VI. RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ EN CAS DE PERTE OU DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS POUR UNE CAUSE ACCIDENTELLE**

La société qui assure la conservation d'archives publiques doit être tenue, en cas de perte ou de destruction des documents pour quelque cause accidentelle que ce soit (incendie, explosion, attentat, dégât des eaux...), de rembourser les frais de reconstitution des dossiers, à dire d'expert désigné d'un commun accord entre le service qui a déposé les archives et la société elle-même, ou, en cas de désaccord, par la nomination d'un expert judiciaire.

Dans le cas où la société aurait souscrit une police d'assurance, le contrat de souscription de celle-ci doit expressément exclure les documents d'archives publiques du champ d'application de la clause de délaissement.

#### **VII. ELIMINATION DES ARCHIVES PUBLIQUES CONFIEES À UNE SOCIÉTÉ D'ARCHIVAGE PRIVÉE**

La société qui assure la conservation d'archives publiques ne peut procéder à aucune élimination au sein de celles-ci si elle ne dispose pas du visa conjoint du service qui lui a confié les archives, et du directeur des archives de France ou de son représentant, en application

de l'article 16, alinéa 6, du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979.

La société doit adresser un certificat de destruction au service qui lui a confié les archives, et une copie de ce certificat au directeur des archives de France ou à son représentant.

#### **VIII. RÉSILIATION DU CONTRAT**

Le contrat conclu entre le service producteur des archives et la société privée qui assure leur conservation peut se trouver résilié par faute du service producteur pour non paiement des sommes dues. Cette résiliation peut valoir accord tacite de la part du service producteur pour l'élimination des documents.

Toutefois, même dans ce cas, la société qui assure la conservation des archives n'est pas autorisée à procéder à leur élimination si elle ne dispose pas également du visa du directeur des archives de France ou de son représentant, en application de l'article 16, alinéa 6, du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979.

En conséquence, en cas de résiliation du contrat par la faute du service producteur des documents, la société qui en assure la conservation doit informer le directeur des archives de France ou son représentant pour que celui-ci, s'il le souhaite, fasse procéder au transfert de tout ou partie des documents dans un dépôt d'archives public, ou qu'il autorise leur élimination.

Cependant, la résiliation du contrat pour cause de non-exécution de certaines dispositions par le service producteur ne crée pour la direction des archives de France aucune obligation de reprendre les archives ou de délivrer un visa d'élimination.

En l'absence de visa d'élimination de la part des archives de France, la société qui assure la conservation des archives ne peut donc que mettre en demeure le service producteur des archives de venir les récupérer, sauf à continuer d'en assurer elle-même la conservation.

#### **IX. LES SERVICES D'ARCHIVES PUBLIQUES ET LES SOCIÉTÉS D'ARCHIVAGE PRIVÉE**

On sait depuis longtemps que les services d'archives publiques ne peuvent accueillir les masses de documents administratifs dépourvus d'intérêt historique et destinés à l'élimination après quelques années. Les administrations n'ont pas davantage la possibilité de les conserver par devers elles.

Les sociétés d'archivage privées, parmi lesquelles figurent aussi certains professionnels de qualité, offrent une possibilité de conservation pour ces documents susceptible de satisfaire l'ensemble des partenaires concernés.

Le ministère de l'intérieur et le ministère de la culture viennent donc de diffuser conjointement une circulaire (nor/int/a/97/00012/c et ad-97-1 du 16 janvier 1997) qui précise que les administrations de l'Etat et leurs services déconcentrés peuvent faire appel à des sociétés d'archivage privées, sous réserve que l'administration des archives en soit informée au préalable, que seuls soient confiés à la société privée des documents



entièrement éliminables, et qu'il ne soit procédé à aucune élimination sans le visa de l'administration des archives.

La réglementation actuelle ne permet pas aux collectivités et aux établissements hospitaliers de faire appel à des sociétés privées. On peut espérer que la possibilité soit également offerte aux hôpitaux dans un délai assez bref.

**Circulaire conjointe AD 97-2 du 27 février 1997 relative au traitement et à la conservation des documents relatifs aux relations de l'Etat avec les collectivités territoriales, produits ou reçus par les services des préfectures et des sous-préfectures.**

Le ministre de l'intérieur,

Le ministre de la culture,

à

Mesdames et messieurs les préfets

réf.: nos précédentes circulaires :

int/a/92/00189/c (AD 92-1) du 23 juillet 1992, relative au traitement et à la conservation des documents produits ou reçus par les préfectures ;

int/a/93/00082/c (AD 93-2) du 17 mars 1993, relative au traitement et à la conservation des titres de circulation dans les préfectures et les sous-préfectures ;

int/a/94/00198/c (AD 94-7) du 5 juillet 1994, relative au traitement et à la conservation des documents liés à la nationalité, produits dans les préfectures et les sous-préfectures (état civil, naturalisation, étrangers).

La réflexion menée par le groupe de travail "archivage", constitué de représentants du ministère de l'intérieur et du ministère de la culture, a permis, au cours des années précédentes, la publication des circulaires citées en référence, relatives au traitement et à la conservation des documents produits ou reçus par les préfectures et les sous-préfectures. Le tableau que vous trouverez ci-joint, et qui porte sur les documents relatifs aux relations des services préfectoraux avec les collectivités territoriales, s'inscrit dans la poursuite de cette réflexion.

Le groupe de travail, s'inspirant notamment de la présentation adoptée dans le tome premier de l'ouvrage consacré aux compétences juridiques du préfet a souhaité donner au champ couvert par le tableau annexé à la présente circulaire la plus large définition. Ce parti l'a conduit à prendre en compte des attributions qui sont exercées, dans la plupart des départements, par des bureaux différents, voire par des directions différentes, de la préfecture.

Il importe donc que la présente circulaire bénéficie dans chaque département, auprès des services de la préfecture comme de ceux des sous-préfectures, de la plus large diffusion.

Afin de permettre une lecture plus aisée du tableau par les utilisateurs, celui-ci est précédé d'un sommaire et suivi d'un tableau récapitulatif des documents à conserver.

Vous trouverez ci-après des éléments d'information sur les principes qui ont guidé le groupe de travail dans la

rédaction du tableau, ainsi qu'un certain nombre d'observations sur lesquels nous souhaitons attirer particulièrement votre attention.

**I. CONSÉQUENCES DE LA DÉCENTRALISATION SUR LA CONSERVATION DES ARCHIVES DES COMMUNES**

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions a transformé les relations de l'Etat avec les collectivités territoriales.

La nature, la valeur juridique et l'intérêt pour la documentation historique de la recherche des documents produits ou reçus par les préfectures et les sous-préfectures dans le cadre de leurs relations avec les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont été profondément modifiés par la mise en oeuvre des principes institués par cette loi.

La suppression de la tutelle administrative et son remplacement par un contrôle *a posteriori* ont eu pour conséquence de faire reposer sur les seules collectivités territoriales, sauf exceptions qu'il importe de définir précisément, la charge de conserver les documents nécessaires à l'exercice des compétences qui leur ont été attribuées comme à la connaissance de leur histoire.

L'élimination, pour les motifs et dans les conditions définies ci-après, et au terme des délais prévus par le tableau, des documents reçus par le préfet en vue de l'exercice du contrôle de légalité ou du contrôle budgétaire suppose que la conservation de leurs archives soit assurée dans des conditions satisfaisantes par les collectivités territoriales, et notamment par les communes. La fonction réglementaire d'inspection des archives communales assurée par le directeur des archives départementales trouve, dans ce contexte, une importance nouvelle. Il importe donc que cette fonction, qui doit être assurée en liaison permanente avec le représentant de l'Etat dans le département ou avec son délégué dans l'arrondissement, puisse bénéficier d'un soutien actif de l'un et de l'autre. C'est pourquoi nous vous invitons à appuyer de votre autorité les actions engagées, avec votre accord, par le directeur des archives départementales afin de favoriser une meilleure prise en compte, par les communes, des obligations que leur imposent le Code général des collectivités territoriales et la décentralisation à l'égard de leurs archives.

Nous souhaitons enfin attirer particulièrement votre attention sur l'importance nouvelle que prend, avec le développement de la coopération intercommunale, la conservation des archives des groupements de communes. Il importe que le directeur des archives départementales, dans le cadre des missions qui lui sont confiées par le décret n° 88-849 du 28 juillet 1988 relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, et notamment à l'occasion de ses visites de contrôle, prenne en compte les archives des établissements publics de coopération intercommunale au même titre que celles des communes et veille notamment à ce que les présidents de ces

établissements publics soient informés des obligations qui s'imposent à eux en ce domaine.

Les mêmes principes doivent s'appliquer à l'ensemble des établissements publics territoriaux, et en particulier aux délégations du Centre national de la fonction publique territoriale, aux centres de gestion de la fonction publique territoriale, aux services départementaux d'incendie et de secours et aux syndicats mixtes.

## **II. CONSERVATION DES DOCUMENTS RELATIFS À L'EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE**

### **1. Durée de conservation des documents par les services préfectoraux**

Les modalités et les délais d'exercice du contrôle de légalité par le préfet ont notamment été précisées par les circulaires du ministère de l'intérieur n° 86-334 du 17 novembre 1986 et mcl/b/88/00156/c du 19 avril 1988, qui exposent les conséquences de deux arrêts du Conseil d'Etat. Il est possible, en s'appuyant sur ces éléments, de fixer à un an la durée normale de conservation par les services préfectoraux des documents qui leur sont transmis par les collectivités territoriales en vue de l'exercice du contrôle de légalité.

Il a néanmoins paru nécessaire de retenir, pour un certain nombre de documents énumérés dans le tableau (rubrique 1.2.2.), des durées de conservation plus longues, dans le souci notamment de répondre aux besoins d'information des services préfectoraux et de leur permettre si nécessaire, pour contrôler la légalité d'un acte donné, de recourir à un acte antérieur.

D'une part, en effet, l'exercice des responsabilités de l'Etat à l'égard des collectivités territoriales exige que le préfet puisse disposer de certaines informations pendant un délai supérieur à la durée minimale de conservation définie ci-dessus.

Ainsi, l'exercice du contrôle budgétaire conduit fréquemment les services préfectoraux à suivre sur plusieurs années l'évolution de la situation financière d'une collectivité territoriale. C'est pourquoi un délai général de cinq ans, qui correspond à la pratique observée dans la plupart des préfetures, a été retenu pour l'ensemble des documents budgétaires et comptables (rubrique 2.2.) ainsi que, d'une façon générale, pour les délibérations à caractère financier des collectivités territoriales.

D'autre part, dans un certain nombre de cas, le contrôle de la légalité d'un acte donné nécessite de recourir à un acte antérieur de la même collectivité territoriale.

Il en va ainsi, par exemple, pour le contrôle de la légalité d'un avenant à un marché public, qui nécessite le recours au marché d'origine, ou pour celui d'une décision individuelle relative à la gestion du personnel territorial, qui peut rendre nécessaire le recours à une décision antérieure concernant le même agent.

De même, le contrôle de la légalité des autorisations relatives à l'utilisation du sol, et notamment des permis de construire, porte en particulier sur le respect des règles locales d'urbanisme, définies par le plan

d'occupation des sols ou les autres documents d'urbanisme. Il importe donc que ces derniers soient conservés par le service chargé du contrôle de légalité en matière d'urbanisme non seulement pendant leur propre durée de validité mais également, compte tenu des dispositions de l'article 1. 125-5 du Code de l'urbanisme, pendant la durée de validité du document d'urbanisme immédiatement postérieur.

D'une façon générale, il a paru utile au groupe de travail de faire apparaître de façon spécifique un certain nombre d'actes des collectivités territoriales ayant une validité ou une durée d'exécution longue, ou dont le contrôle ou la conservation à titre d'information par les services de l'Etat revêt une importance particulière.

Il importe toutefois de souligner que les délais de conservation définis dans le tableau ci-annexé n'ont et ne peuvent avoir, pour les services chargés du contrôle de légalité, qu'un caractère de simple recommandation et non de stricte obligation. En effet, le nombre et la taille des collectivités territoriales ainsi que le volume des actes sur lesquels s'exerce le contrôle de légalité, nécessairement variables selon les départements, ont conduit les préfets à recourir, pour l'organisation des services chargés d'exercer ce contrôle, à des solutions qui diffèrent d'un département à l'autre. Ces circonstances peuvent justifier un allongement ou une réduction de certains des délais proposés dans le tableau, et il appartient en définitive au préfet de statuer en la matière, en fonction des contraintes locales et des priorités qu'il aura retenues pour l'exercice du contrôle de légalité.

### **2. Conservation définitive des documents par les archives départementales**

Le versement par les préfetures des dossiers constitués jusqu'en 1982 dans le cadre de l'exercice de la tutelle de l'Etat sur les collectivités locales ont permis aux archives départementales de constituer des séries documentaires extrêmement riches sur l'administration des communes, et à celles-ci - ou du moins au plus grand nombre d'entre elles - de se reposer largement sur les archives départementales pour conserver les documents intéressant leur histoire.

La décentralisation a entraîné de ce point de vue une rupture avec les pratiques archivistiques traditionnelles. La composition des dossiers de marchés publics transmis au préfet, telle qu'elle est fixée par l'article R. 314-2 du Code des communes, dans sa rédaction issue du décret n° 93-1080 du 9 septembre 1993, qui exclut notamment les plans, en offre un bon exemple. La conservation des informations relatives aux travaux des communes, que ce soit pour les besoins de la gestion des équipements publics ou pour ceux de l'histoire, doit désormais s'effectuer à partir d'autres sources que celles détenues par les services chargés du contrôle de légalité, c'est-à-dire, en tout premier lieu, à partir des documents détenus par les communes elles-mêmes.

L'instruction int/b/93/00190/c (ad 93-1) du 11 août 1993 pour le tri et la conservation, aux archives communales, des documents postérieurs à 1982 produits par les

services et établissements publics des communes a tiré, en ce qui concerne les communes, les conséquences de cette évolution.

Il convenait, et c'est notamment l'objet de la présente circulaire, de rappeler la nature et les limites des responsabilités des archives départementales en ce domaine, en s'appuyant sur les actions déjà mises en oeuvre et les solutions adoptées par les directeurs des archives départementales dans un grand nombre de départements.

Le choix effectué par le groupe de travail consiste à privilégier le versement par les services préfectoraux aux archives départementales des documents qui témoignent des interventions de l'Etat dans l'administration des collectivités territoriales, des conditions de mise en oeuvre du contrôle de légalité, des priorités définies par les services préfectoraux en ce domaine et de leur évolution. Il a conduit le groupe de travail à préconiser notamment la conservation des actes déferés par le préfet au tribunal administratif et des dossiers de procédure y afférents, d'une part, et des lettres d'observations adressées par le préfet aux collectivités territoriales, d'autre part. Ces lettres d'observations, qui valent généralement recours gracieux, offrent en effet le témoignage le plus complet sur les questions abordées par les préfets dans l'exercice du contrôle de légalité et sur l'évolution de leurs préoccupations en ce domaine.

En revanche, pour les raisons exposées plus haut, le principe de l'élimination des actes transmis par les collectivités territoriales a été retenu, sous réserve d'exceptions qui touchent au domaine de l'urbanisme.

Il est apparu en effet nécessaire d'assurer la conservation aux archives départementales d'une collection complète des documents d'urbanisme décentralisés (schémas directeurs ou de secteur, plans d'occupation des sols, documents approuvant la création d'une zone d'aménagement concerté) qui intéressent le département.

Cependant, la direction départementale de l'équipement est, en application du Code de l'urbanisme, le service chargé de la collecte des informations et de la conservation des documents nécessaires à l'association de l'Etat dans l'élaboration des documents d'urbanisme décentralisés et dans leur mise en oeuvre, et ce sont donc, de façon prioritaire, les exemplaires des documents d'urbanisme qu'elle conserve à ce titre qui devront être versés aux archives départementales, au terme de leur durée d'utilité administrative.

En ce qui concerne les documents transmis au service chargé d'exercer le contrôle de légalité en matière d'urbanisme, qu'il soit constitué au sein de la préfecture ou au sein de la direction départementale de l'équipement, et qui constituent la seconde collection de ces documents détenue par l'Etat, il n'y a lieu d'envisager leur versement aux archives départementales que dans la mesure où une lacune serait constatée dans la collection détenue par la direction départementale de l'équipement en application du Code de l'urbanisme.

Les autorisations de lotir, qui peuvent comporter des règles d'urbanisme susceptibles de s'appliquer, dans les conditions prévues par l'article L. 315-2-1 du Code de l'urbanisme, sans limitation de durée, devront également être conservées.

En ce qui concerne les permis de construire et de démolir, le tableau reprend purement et simplement les dispositions de la note de la direction des archives de France AD 22136/6024 du 16 novembre 1987.

Le chapitre II du tableau, consacré aux documents produits ou reçus par les préfetures dans le cadre de l'exercice du contrôle budgétaire, prescrit l'élimination, sauf cas particuliers, des budgets et des comptes administratifs des collectivités territoriales. Ce choix se justifie par le fait que les circulaires AD 91-6 du 16 octobre 1991 et AD 94-4 du 18 janvier 1994 prévoient le versement par la trésorerie générale ou par la chambre régionale des comptes, selon le cas, des comptes de gestion de ces collectivités aux archives départementales.

### **III. CONSERVATION DES DOCUMENTS RELATIFS AU CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Le groupe de travail a souhaité donner au chapitre III, consacré aux documents relatifs aux concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de péréquation, un développement plus important que ce que le volume des documents produits ou reçus dans ce contexte par les services préfectoraux pouvait laisser attendre.

Un appareil de notes explicatives particulièrement détaillé accompagne en effet, dans la colonne "observations", la description des principales catégories de documents.

Les choix de conservation ont été laissés, dans plusieurs cas, à l'appréciation du directeur des archives départementales et, d'une façon générale, les solutions proposées par le groupe de travail dans ce chapitre ont un caractère essentiellement indicatif.

Il a paru nécessaire en effet d'offrir aux archives départementales, dans ce domaine à la fois récent, complexe et en constante évolution, plutôt que des règles uniformes à l'échelle nationale, les informations nécessaires à l'exercice, dans les meilleures conditions, de leurs missions de collecte et de conservation des documents présentant un intérêt pour l'histoire.

### **IV. CONSERVATION DES DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRÔLE DE CERTAINS ORGANISMES LOCAUX**

Les lois de décentralisation n'ont pas abrogé les dispositions particulières qui s'appliquent au contrôle par le représentant de l'Etat de certains organismes locaux, et le chapitre V du tableau est consacré aux documents produits ou reçus par la préfecture dans le cadre de ses relations avec les organismes publics ou privés d'H.L.M., les sociétés d'économie mixte locales et les marchés d'intérêt national.

Il convient de rappeler ici que les organismes publics d'H.L.M. sont soumis à la réglementation sur les archives publiques et sont tenus de verser leurs archives

définitives au service des archives de leur collectivité de rattachement, c'est-à-dire, selon le cas, aux archives départementales ou communales.

Le tableau annexé à la présente circulaire prescrit l'élimination des actes transmis par ces organismes au préfet. La conservation, par les archives départementales, de ces seuls actes ne saurait en effet se substituer au respect par les organismes d'H.L.M. de leurs obligations légales en matière d'archives.

Il appartient au directeur des archives départementales de veiller au respect de ces obligations et nous vous invitons à lui apporter, si nécessaire, votre soutien à l'occasion des actions qu'il sera amené à engager en ce domaine.

Les sociétés d'économie mixte locales, organismes de droit privé chargés d'une mission de service public, sont soumises aux mêmes obligations, en application de l'article 3 de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives. Toutefois, la complexité de l'application de ce principe à des sociétés soumises par ailleurs aux règles du droit privé, de même que le caractère parfois délicat de la délimitation entre activités de service public et activités privées au sein d'une même société, ont conduit le groupe de travail à adopter une solution de prudence, et à recommander le versement et la conservation aux archives départementales des documents transmis par ces sociétés au préfet.

Cette solution ne doit toutefois pas faire obstacle au versement, toutes les fois que cela sera possible, des archives propres des sociétés d'économie mixte locales aux archives des collectivités territoriales pour lesquelles ces sociétés interviennent.

#### **V. CAS PARTICULIER DES DOCUMENTS RELATIFS AUX RELATIONS DE L'ETAT AVEC LES RÉGIONS**

Le tableau ci-annexé ne prend en considération que les documents relatifs aux relations de l'Etat avec les départements et les communes. Le groupe de travail a en effet considéré que ceux relatifs aux relations de l'Etat avec les régions devraient figurer dans une circulaire consacrée aux archives des secrétariats généraux pour les affaires régionales.

Il va de soi toutefois que les principes qui ont présidé à la rédaction de la présente circulaire peuvent être aisément transposés aux documents produits ou reçus par les préfetures de région dans le cadre de leurs relations avec la collectivité régionale et ses établissements publics, et s'appliquer en ce domaine sans attendre la publication d'une circulaire spécifique.

#### **VI. RÈGLES DE COMMUNICATION DES DOCUMENTS AU PUBLIC**

Les tableaux annexés aux précédentes circulaires relatives au traitement des archives des préfetures comportaient une colonne consacrée à la "communicabilité" des documents. Il n'a pas paru souhaitable de maintenir dans la présente circulaire cette colonne, dont les indications pouvaient amener dans certains cas une simplification excessive d'une matière nécessairement complexe, et sujette à d'éventuelles modifications législatives.

Nous souhaitons attirer toutefois votre attention sur un certain nombre de règles définies par les lois et règlements en vigueur ou déduites des avis de la commission d'accès aux documents administratifs (C.A.D.A.).

#### **1. Communication des documents transmis au préfet par les collectivités territoriales**

##### **Règle générale :**

Selon la doctrine de la C.A.D.A. la communication, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, des documents des collectivités territoriales incombe à l'exécutif territorial.

Le préfet n'est donc pas compétent pour communiquer au public les documents des collectivités territoriales qui lui ont été transmis au titre du contrôle de légalité ou du contrôle budgétaire. Ce principe a notamment été rappelé par la circulaire du ministère de l'intérieur n° 85-236 du 4 octobre 1985 (paragraphe 3).

En application de l'article 7 du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers, le préfet, saisi d'une demande de communication d'un document émanant d'une collectivité territoriale, est cependant tenu de transmettre la demande à l'autorité territoriale compétente.

En revanche, il appartient au préfet de communiquer au public les documents qui lui ont été transmis par les collectivités territoriales dans le cadre d'une procédure de la compétence de l'Etat : ces documents ont en effet alors le caractère de documents préparatoires d'une décision de l'Etat et doivent être communiqués dans les mêmes conditions que celle-ci, sous réserve des exceptions prévues par la loi du 17 juillet 1978.

##### **Cas particuliers :**

Par dérogation au principe défini ci-dessus, plusieurs dispositions législatives ou réglementaires font de la communication de certains documents des collectivités territoriales une obligation aussi bien pour la collectivité territoriale intéressée que pour les services de l'Etat.

Ces exceptions concernent, d'une part, les documents d'urbanisme et, d'autre part, les budgets et comptes des collectivités territoriales.

##### **Documents d'urbanisme :**

Le Code de l'urbanisme prévoit que les documents d'urbanisme approuvés sont tenus à la disposition du public à la fois à la mairie de la commune concernée - ou au siège de l'établissement public de coopération intercommunale concerné, lorsque celui-ci exerce des compétences en matière d'urbanisme - et à la préfeture.

Cette règle s'applique aux schémas directeurs ou de secteur (article R. 122-13 du Code de l'urbanisme) et aux plans d'occupation des sols (article R. 123-14 du Code de l'urbanisme).

##### **Budgets et comptes des collectivités territoriales :**

L'article L. 2121-26 du code général des collectivités territoriales dispose que toute personne physique ou

morale “désireuse de se faire communiquer la copie des budgets ou des comptes d’une commune peut l’obtenir, à ses frais, aussi bien du maire que des services déconcentrés de l’Etat”.

Ces dispositions sont en outre applicables aux budgets et comptes des départements (article L. 3313-1 du Code général des collectivités territoriales), des régions (article L. 4312-1) et des établissements publics de coopération intercommunale (article L. 5211-1).

Les règles exposées ci-dessus, en ce qui concerne les documents d’urbanisme et les budgets et comptes des collectivités territoriales, s’appliquent quel que soit le lieu de conservation des documents transmis aux services de l’Etat, et notamment après leur versement, le cas échéant, aux archives départementales.

L’obligation de communication par les services de l’Etat, dans les cas énumérés ci-dessus, ne s’applique cependant qu’aux documents effectivement détenus par ceux-ci et n’entraîne pas pour ces services une obligation de conservation des documents au-delà des délais normalement applicables, tels qu’ils figurent dans le tableau ci-joint.

#### Dispositions applicables aux dossiers de marchés publics :

L’article 295-1 du Code des marchés publics interdit de rendre public les procès-verbaux des opérations d’ouverture des plis contenant les candidatures ou les offres, rédigés à l’occasion de la passation des marchés sur appel d’offres des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics.

Ces procès-verbaux figurent au nombre des pièces qui doivent être transmises au préfet en vue de l’exercice du contrôle de la légalité des marchés publics, en application de l’article R. 314-2 du Code des communes et de l’article 3 du décret n° 93-1080 du 9 septembre 1993.

De façon plus générale, il convient de rappeler que l’arrêté du ministre de l’intérieur du 30 octobre 1980, pris pour l’application de l’article 6 de la loi du 17 juillet 1978 et relatif à la communication au public des documents administratifs émanant des communes, précise que ne peuvent être communiqués au public “les documents fournis par les entreprises parties à une procédure de conclusion de marchés publics et contenant des éléments techniques et financiers”.

#### 2. Communication des documents émanant des services préfectoraux

La C.A.D.A. a émis l’avis que les correspondances échangées entre le préfet et l’autorité territoriale intéressant l’exercice du contrôle de légalité sont des documents administratifs communicables en application de la loi du 17 juillet 1978

La circulaire du ministère de l’intérieur n° 86-334 du 17 novembre 1986 rappelle que, en application de ce principe, les lettres d’observations du préfet sont communicables de plein droit aux personnes qui en font la demande.

#### **VII. DATE D’EFFET DE LA PRÉSENTE CIRCULAIRE**

Les dispositions de la loi du 2 mars 1982 sont applicables aux communes dès l’entrée en vigueur de la loi, qui a été publiée au Journal officiel du 3 mars 1982. Conformément à l’article 108 de la loi, elles sont applicables aux départements à compter du 24 mars 1982, jour de la première réunion du conseil général qui a suivi le renouvellement triennal de celui-ci.

La loi du 2 mars 1982 a été complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, qui supplée à l’absence dans la loi du 2 mars 1982 de plusieurs articles censurés par le Conseil constitutionnel et apporte les modifications dont la nécessité avait été constatée après les premières semaines d’application de la loi.

Les modalités d’application des lois du 2 mars et du 22 juillet 1982 ont été précisées par deux circulaires du ministère de l’intérieur, datées du 5 mars et du 22 juillet 1982, et publiées au Journal officiel du 7 mars et du 23 juillet 1982.

Sous réserve des précisions qui précèdent, la présente circulaire s’applique en principe aux documents reçus ou produits par les préfetures et les sous-préfetures, pour l’exercice du contrôle de légalité, à partir des dates d’application de la loi, indiquées ci-dessus.

Il conviendra bien entendu de tenir compte du mode de classement des documents dans les services préfectoraux pour décider localement de sa date effective d’application.

En ce qui concerne les documents antérieurs détenus ou versés aux archives départementales par les préfetures et relatifs à l’administration des communes, il y a lieu d’appliquer les dispositions des articles 197 à 253 du tableau annexé au règlement général des archives départementales du 1<sup>er</sup> juillet 1921, dans la mesure où les documents cités dans ce tableau ont continué d’être produits.

#### **VIII. PRÉSENTATION DU TABLEAU**

Conformément à l’usage, le tableau ci-annexé indique :

- dans la colonne “DUA” (durée d’utilité administrative), la durée minimale de conservation des documents par le service qui les a produits ou reçus avant destruction ou versement aux archives départementales. Ce délai court, sauf indication contraire, de la date des documents ou de la décision à laquelle ils ont donné lieu. En ce qui concerne les documents transmis par les collectivités territoriales en vue de l’exercice du contrôle de légalité, ce délai court à compter de la date de leur réception par le préfet ;

- dans la colonne “SORT FINAL”, les mentions de conservation ou d’élimination.

Celles-ci doivent être interprétées de la façon suivante :

- C : conservation définitive aux archives départementales ;
- D : destruction au terme de la durée d’utilité administrative, sans versement aux archives départementales ;

- T : tri selon les modalités précisées dans la colonne "observations". Ce tri est dit "automatique" (TA), lorsqu'il consiste à retenir un dossier sur *n* ou tous les dossiers d'une année sur cinq ou sur dix.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation,  
le directeur générale de l'administration  
Michel Blangy

Pour le ministre de la Culture et par délégation,  
le directeur des archives de France  
Alain Erlande-Brandenburg

(NB : les tableaux annexés peuvent être consultés à la direction des archives de France- services techniques- et dans les services des archives départementales.)

### **Circulaire AD-DEP 486 du 5 mars 1997 relative à l'acquisition de fonds d'archives privées.**

Le ministre de la culture,

à

Madame et messieurs les présidents des conseils généraux (archives départementales)

Le ministre de la culture souhaite contribuer à l'enrichissement des fonds patrimoniaux appartenant aux collectivités territoriales. Dans le domaine des archives privées, la direction des archives de France a ainsi la possibilité de subventionner à titre exceptionnel et jusqu'à un maximum de 50 % les acquisitions majeures que souhaiteraient réaliser les collectivités territoriales dont vous avez la charge.

Compte tenu des contraintes budgétaires, il importe que vous saisissiez la direction des archives de France - service technique - suffisamment à l'avance et avec un dossier le plus complet possible, comprenant obligatoirement une fiche descriptive - dont le modèle est joint - du fonds ou du document pour lequel la subvention est demandée. De cette manière, mes services pourront examiner le bien fondé de vos demandes, au regard notamment de la disponibilité des crédits. Ces subventions sont accordées dans le cas de ventes de gré à gré tout comme pour des acquisitions réalisées lors de ventes publiques.

A cette occasion, il m'est apparu nécessaire de rappeler les principes qui régissent la procédure de préemption en vente publique. Dans le domaine des archives privées, cette prérogative ne peut être exercée, au terme de l'article 20 de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979, que par l'Etat, par l'intermédiaire de l'administration des archives.

Elle peut l'être notamment pour le compte des collectivités territoriales. Les demandes d'autorisation de préemption en province doivent être adressées à la direction des archives de France - service technique, en précisant le jour et l'heure de la vente, le nom du commissaire priseur ainsi que le(s) lot(s) sur le(s)quel(s) doit être exercée la préemption.

Ces informations doivent me parvenir dès que la collectivité a arrêté le principe de l'acquisition, afin que mes services puissent établir une autorisation de

préemption au nom du directeur ou d'un conservateur du service d'archives concerné. Seuls les agents de l'Etat sont, en effet, habilités à exercer ce droit de préemption en mon nom.

Pour les ventes se tenant à Paris, l'autorisation de préemption peut être délivrée au nom d'un conservateur de la direction des archives de France ou des archives nationales, dans le cas où le directeur des archives départementales ne pourrait se rendre lui-même sur place.

Le ministre de la culture et par délégation,  
Le directeur des archives de France  
Alain Erlande-Brandenburg

---

---

### **DIRECTION DU PATRIMOINE**

#### **Circulaire du 25 février 1997 concernant l'archéologie et l'urbanisme.**

Le ministre de la culture,

à

Mesdames et messieurs les préfets

Mon attention est régulièrement appelée sur les problèmes de tous ordres rencontrés pour la mise en oeuvre des dispositions juridiques relatives à la protection du patrimoine archéologique. J'observe en effet que trop souvent encore, lors d'opérations d'urbanisme ou à l'occasion des procédures d'instruction des dossiers relatifs à la réalisation des travaux susceptibles de porter atteinte à ce patrimoine, la conservation des vestiges et surtout leur étude ne sont pas assurées en raison d'une insuffisante prise en compte de la réglementation en vigueur.

Le Premier ministre, également saisi de ces difficultés, m'a expressément demandé de vous rappeler toute l'attention que le Gouvernement porte à la protection du patrimoine archéologique, élément essentiel de la mémoire collective nationale.

En raison de vos fonctions de direction et de coordination des services déconcentrés de l'Etat et notamment ceux en charge de la culture, de l'équipement, de l'industrie, de l'environnement, votre rôle est évidemment essentiel en ce domaine.

Les outils dont vous disposez pour assurer cette mission sont énumérés dans le volume v, consacré aux compétences juridiques du préfet en matière de patrimoine et d'environnement, édité par le service de l'information et des relations publiques du ministère de l'intérieur, publié par le Journal officiel de la République française (brochure n° 1630 - v). Je vous invite à vous y reporter.

Je rappelle à cet égard que la pratique de l'archéologie préventive s'est imposée de façon progressive, à la suite des nombreuses destructions qui ont touché le patrimoine archéologique national à la fin des années 1970. Appuyés par une forte mobilisation de l'opinion publique, refusant de voir disparaître ce patrimoine, les services de l'Etat,

pour ne pas pénaliser les maîtres d'ouvrages en leur imposant l'arrêt des travaux comme la loi le leur permet, ont développé une politique contractuelle avec les aménageurs. Cette politique volontariste a permis une prise en compte du patrimoine archéologique, les aménageurs jugeant préférable de financer les fouilles préventives afin d'obtenir plus rapidement la libre disposition des terrains.

Depuis lors, le dispositif visant à la préservation du patrimoine archéologique, qui trouve son fondement dans la loi validée du 27 septembre 1941, a été progressivement renforcé par une série de dispositions législatives et réglementaires.

Ainsi, dans le domaine de l'urbanisme, l'article R.111-3-2 du Code de l'urbanisme permet de refuser le permis de construire ou de ne l'accorder que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales quand le projet est de nature à compromettre la conservation du patrimoine archéologique. Le décret n° 86-192 du 5 février 1986 rend obligatoire la consultation du conservateur régional de l'archéologie dans le cadre de cette procédure étendue aux autres autorisations prévues par le Code de l'urbanisme.

De même, en matière de protection de l'environnement, le décret n° 93-245 du 25 février 1993, modifiant le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, a intégré le patrimoine archéologique dans les études d'impact. Ce texte impose notamment aux maîtres d'ouvrage une évaluation initiale et la mise en oeuvre de mesures compensatoires. Le dispositif a été étendu aux installations classées par le décret n° 94-484 du 9 juin 1994.

Par ailleurs, aux termes de l'article 79 du Code minier, l'archéologie figure désormais parmi les "intérêts" que doivent respecter les travaux de recherche et d'exploitation minière, sous le contrôle des services chargés de la police des mines. Là encore, le service instructeur, la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, est tenu de consulter le conservateur régional de l'archéologie (décret n° 95-696 du 9 mai 1995).

Outre ces dispositions, le Code pénal, sous les articles 322-1 et 2, prévoit des incriminations spécifiques sanctionnant les atteintes au patrimoine archéologique (jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 500 000 f d'amende). La loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance définit les procédures en ce domaine.

Sans qu'il y ait lieu de revenir sur l'ensemble de ces textes, j'appelle votre attention sur certains points qui me paraissent nécessiter des développements particuliers, notamment en ce qui concerne l'esprit qui doit présider à leur mise en oeuvre et le rôle de la direction régionale des affaires culturelles (service régional de l'archéologie).

S'agissant de procédures relatives au droit de l'urbanisme pour lesquelles la consultation du service régional de l'archéologie est obligatoire, j'attire votre

attention sur les formes que peut prendre l'avis susceptible d'être émis. Celles-ci ont été précisément définies par la circulaire du 20 octobre 1993, du ministre de la culture et du ministre de l'équipement, qui prévoit pour les services de l'Etat la possibilité d'émettre un avis favorable, un avis défavorable, un avis favorable avec prescription spéciale ou un refus conservatoire. Cette dernière modalité permet d'informer le pétitionnaire sur le risque de découverte de vestiges archéologiques susceptible de conduire à un arrêt de chantier, voire à la mise en oeuvre des dispositions pénales.

Afin de ne pas allonger la durée des procédures d'instruction des projets d'opérations ou de travaux visés par le décret n° 86-192 du 5 février 1986, je vous recommande à nouveau (cf. ma circulaire du 12 octobre 1987) de déléguer votre signature au conservateur régional de l'archéologie pour l'émission de l'avis que vous êtes chargé de formuler.

Une vigilance particulière s'impose par ailleurs quant à la mise en oeuvre de ces dispositions dans le cas des autorisations délivrées par les autorités décentralisées. La démarche la plus efficace dans ce domaine me paraît être de sensibiliser les maires à l'intérêt du patrimoine archéologique et à l'importance qu'il peut avoir pour la commune. S'il arrive toutefois que des autorisations relevant de l'article R.111-3-2 du Code de l'urbanisme soient délivrées en méconnaissance de l'avis émis par le conservateur régional de l'archéologie, il convient, dans le cadre du contrôle de légalité qui vous incombe, de les soumettre à examen et de ne pas hésiter à les déférer devant le tribunal administratif.

Quant aux études d'impact, il vous appartient de vérifier - avant prise de décision - la validité de l'évaluation des incidences et des moyens prévus pour réduire ou compenser les effets des travaux sur le patrimoine archéologique. Compte tenu de la spécificité de ce domaine, je ne saurais trop vous recommander de vous rapprocher pour cet examen du service régional de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles. Je vous rappelle en outre que toute autorisation délivrée sur la base d'une étude d'impact insuffisante est irrégulière et susceptible, en cas d'annulation par la juridiction administrative, d'engager la responsabilité financière de l'Etat.

Il faut également souligner le problème particulier des carrières. Il est souhaitable que vous donniez au service instructeur les directives nécessaires pour que non seulement à l'occasion de chaque demande individuelle mais également au stade des prévisions d'ensemble (schéma départemental), le service régional de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles soit associé et son avis recueilli en tant que de besoin.

Les agents du service régional de l'archéologie sont normalement commissionnés à l'effet de procéder à la constatation des infractions prévues par l'article 322-2 du Code pénal. Dès réception d'une copie de ce procès-verbal, qui est adressé par ailleurs directement au procureur de la République, il vous appartient de déposer

plainte en mon nom auprès du tribunal dans le ressort territorial duquel l'infraction a été commise et de me tenir informé des suites réservées à ces plaintes.

A cet égard, j'attire votre attention sur le fait que les associations ayant pour but l'étude et la protection du patrimoine archéologique répondant aux critères prévus dans le décret n° 91-787 du 19 août 1991 pris pour l'application de l'article 4 bis de la loi du 15 juillet 1980 peuvent être agréées afin d'exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits réprimés par les articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

Je vous remercie de me tenir informé des difficultés rencontrées par l'application des dispositions qui viennent d'être rappelées, et au respect desquelles j'attache la plus grande importance.

Le ministre de la culture  
Philippe Douste-Blazy

### **Arrêté du 24 mars 1997 portant nomination à la délégation permanente du Conseil national de la recherche archéologique.**

Le ministre de la culture,

Vu la loi du 27 septembre 1941 modifiée, portant réglementation des fouilles archéologiques ;

Vu le décret n° 94-423 du 27 mai 1994 portant création des organismes consultatifs en matière d'archéologie nationale et notamment ses articles 8 à 12 inclus ;

Vu l'avis émis par le Conseil national de la recherche archéologique lors de sa réunion du 10 février 1997;

Arrête :

#### **Article premier**

Sont nommés membres de la délégation permanente du Conseil national de la recherche archéologique :

- MM. Guy Barruol, Claude Burnez, Michel Colardelle, Jacques Jaubert, Xavier Lafon, Claude Mordant.

#### **Article 2**

Le directeur du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 24 mars 1997  
Pour le ministre et par délégation,  
Le directeur du patrimoine  
Maryvonne de Saint Pulgent

## **DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE**

### **Circulaire du 20 février 1997 relative aux relais livre en campagne, programme 1997.**

Le directeur du livre et de la lecture,  
à

Messieurs les préfets de région, directions régionales des affaires culturelles

Le plan d'action pour le livre et la lecture qui a fait l'objet le 18 octobre 1995 d'une communication du ministre de la culture en Conseil des ministres a réaffirmé au titre

des priorités le développement des relais livre en campagne. Ceux-ci ont déjà été pris en compte par le Comité interministériel d'aménagement du territoire le 20 septembre 1994, un financement ayant alors été dégagé sur le fonds interministériel d'aménagement du territoire (à présent intégré au fonds national d'aménagement et de développement du territoire).

Les relais livre en campagne répondent effectivement aux objectifs d'aménagement culturel du territoire, d'élargissement des publics et de création d'équipements de proximité. Ils ont pour caractéristiques essentielles la polyvalence fonctionnelle et la coopération intercommunale. Je vous rappelle que la circulaire d'emploi des crédits déconcentrés pour 1997 fait de l'incitation à l'intercommunalité culturelle une priorité pour l'ensemble des secteurs du ministère. Les relais livre ont naturellement partie liée avec les objectifs du plan pour le monde rural et le développement de l'emploi culturel.

Je vous prie de bien vouloir mettre en oeuvre, en direction des collectivités territoriales, toute l'information nécessaire sur les relais livres en campagne et d'apporter à ces collectivités, en collaboration avec les bibliothèques départementales de prêt, toute l'aide utile à la conception des projets et au montage des dossiers de subvention.

Les projets de relais livre peuvent s'inscrire, le cas échéant, dans la politique de conventions de développement culturel que vous menez. Par ailleurs, l'expérience des relais déjà existants montre que l'implantation d'un relais et la création d'une mission locale pour la lecture peuvent être conjointes.

## **I. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ**

### 1. Intercommunalité

Un relais livre en campagne (RLC) implique plusieurs communes associées dans un syndicat, un district ou une autre instance de coopération. Aucune limite démographique n'est fixée pour le regroupement intercommunal mais la commune ou la zone de peuplement (hameau, section, ...) d'implantation du RLC à environ 2 000 habitants ou moins. L'implantation de RLC sur plusieurs sites peut être envisagée si la réalité de l'intercommunalité est effective et si un pôle de centralité est défini.

### 2. Polyvalence fonctionnelle

Elle s'apprécie au cas par cas.

La bibliothèque publique est l'élément central et obligatoire du RLC. Si le seuil de surface de 100 m<sup>2</sup> de bibliothèque doit être systématiquement encouragé, il ne constitue pas un critère absolu d'éligibilité.

Le service de lecture publique peut être associé à une bibliothèque scolaire (BCD), le regroupement de ces deux fonctions constituant un début de polyvalence.

D'autres acteurs de la chaîne du livre peuvent être associés : centre de documentation spécialisé, éditeur ou imprimeur, si la mise en place d'un service de librairie ne peut être considérée comme obligatoire, elle est fortement encouragée.



Un projet d'animation culturelle fondé sur l'écrit (résidence d'écrivain, travail en milieu scolaire, atelier d'édition, ...) peut compléter ce dispositif.

Il est souhaitable d'associer d'autres services culturels (musée, salle d'exposition, artothèque, ...), touristiques (syndicat d'initiative), administratifs (poste, guichet de mairie, guichet délocalisé de préfecture, ...), associatifs (maison des associations, ...), socio-éducatifs (stages de remise à niveau, écrivain public, ...) ou économiques (entreprise, services aux entreprises, ...).

Les services cités ci-dessus sont des exemples établis à partir de sites RLC déjà existants.

Le RLC peut être situé dans un bâtiment spécifique (construction neuve ou bâtiment réhabilité) ou dans un bâtiment non spécifique (foyer rural, école, lycée agricole, mairie, ...). Dans ce dernier cas, la lisibilité du service de RLC au sein de la structure d'accueil doit être assurée, conjointement à un accès autonome du public.

### 3. Qualification de l'offre

La création d'un emploi de professionnel dans le domaine du livre et de la lecture est nécessaire. La mission assignée aux personnels peut être polyvalente mais ils doivent être en premier lieu chargés du service de lecture publique. Les profils de poste doivent donc garantir une qualification professionnelle suffisante. Les emplois peuvent être à temps plein ou partiel. Si l'on ne peut exclure les contrats à durée déterminée, on doit s'assurer de la volonté de pérennisation des emplois de la part des collectivités territoriales ; il est souhaitable que le conseil général, dont l'aide est souvent déterminante, soit associé dès le départ du projet.

## II. PARTENARIATS

Les acteurs principaux de la création d'un RLC sont le groupement de communes, le conseil général et sa bibliothèque départementale de prêt, la DRAC.

La BDP suscite ou accompagne habituellement les initiatives des collectivités territoriales auxquelles elle apporte une aide technique pour la conception des projets et le fonctionnement des équipements. Son implication est donc indispensable.

Les autres partenaires peuvent être notamment : une librairie, une maison d'édition, une association culturelle, l'ANPE (la mission locale pour l'emploi), le FRAC, la MSA, un établissement scolaire, un lycée agricole, une maison de retraite, un syndicat d'initiative, un foyer rural, un mouvement d'éducation populaire.

La liste ci-dessus a été établie à partir de partenariats déjà réellement engagés autour de sites RLC.

## III. AIDES FINANCIÈRES

### 1. Dépenses d'investissement

Les subventions peuvent s'imputer sur :

- La dotation générale de décentralisation,
- Les crédits déconcentrés en DRAC de l'article globalisé 66.91/90 (la circulaire d'emploi des crédits déconcentrés du ministère de la culture du 13 janvier 1997 prévoit cette possibilité),

- le titre VI du fonds national pour l'aménagement et le développement du territoire, dont la section locale est gérée par les préfets (circulaire du Premier ministre du 15 février 1995).

### 2. Dépenses de fonctionnement

Les subventions peuvent s'imputer sur :

- Le titre IV géré par la DLL et attribué après déconcentration complémentaire aux DRAC, le maximum de l'aide sur deux ans étant de 150 000 f par projet : c'est en fonction des conclusions de l'instruction des DRAC que le partage de l'aide entre première année et deuxième année se fera (financement sur deux ans dégressif ou progressif, la première année pouvant le cas échéant être considérée comme une année d'amorce),

- Le titre IV du fonds national d'aménagement et de développement du territoire.

Par ailleurs, l'aide de l'Union européenne peut utilement être sollicitée.

## IV. INSTRUCTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront transmis à la DLL avec avis motivé des DRAC au fur et à mesure de leur réception. Les DRAC seront systématiquement invitées à présenter les projets lors de la labellisation de ceux-ci. Outre le formulaire joint, les dossiers doivent nécessairement comporter une délibération ou une lettre d'intention des collectivités territoriales concernées.

Le directeur du livre et de la lecture  
Jean-Sébastien Dupuit

## Annexe

Site Polyvalence (indiquer les différents services : lecture publique, bibliothèque scolaire, autres services culturels...)	Partenaires (préciser leurs coordonnées et la nature de leur implication actuelle et future)
- commune d'implantation :  - nombre d'hab. de la commune (et du hameau concerné, le cas échéant):	
Intercommunalité Qualification de l'offre	Nature du projet immobilier
- collectivités territoriales concernées : - lien juridique les unissant : - nombre total d'hab. ayant vocation à être desservis par le RLC :  - nom de l'employeur :  - personnel (préciser statut -FPT, CDI, CDD, niveau, nombre d'heures) : • actuel :  • prévu (préciser la date de recrutement et la durée de l'éventuel CDD) :	- est-ce une : mise à disposition d'un local existant ? réhabilitation ? construction ?  - surface utile : actuelle : prévue :  - joindre en annexe une description de l'implantation (en particulier des conditions d'accès du public) et, si possible, un plan d'APS

Joindre une note au sujet de l'historique du projet et un budget prévisionnel détaillé distinguant investissement

et fonctionnement et dépenses et recettes.

### **Circulaire du 24 mars 1997 relative au programme de classes lecture-découverte du livre.**

Le directeur du livre et de la lecture,  
à

Messieurs les préfets de région, direction régionale des affaires culturelles

Dans le cadre du plan d'action pour le livre et la lecture adopté par le gouvernement sur proposition du ministre de la culture en octobre 1995, il a été décidé de conduire une expérience pilote de "classes lecture-découverte du livre" concernant prioritairement les lycées et collèges ainsi que les cm2 des écoles élémentaires.

Engagée en 1996, cette opération continuera à se développer en 1997, contribuant également à l'application du protocole d'accord sur l'éducation artistique signé le 17 novembre 1993 par les ministères de la culture, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse et des sports dont elle renforce le volet "livre et lecture".

#### **I. OBJECTIFS**

Il s'agit de permettre à des jeunes scolarisés d'entrer de plain-pied dans l'univers du livre, de l'écrit et de la création littéraire en leur donnant une capacité de fréquentation autonome du livre et de ses lieux de diffusion et en éveillant leur curiosité pour les activités et les métiers de la chaîne du livre.

A travers une démarche dynamique de lecture et d'écriture, conduite dans l'établissement par un professionnel de l'écrit (écrivain, journaliste, libraire...) associé aux enseignants responsables, aux bibliothécaires et à d'autres intervenants culturels, des classes sont sensibilisées aux oeuvres littéraires et aux arts et techniques du livre. Un programme d'activités extérieures complète la démarche menée dans l'établissement : découverte de la librairie, de l'édition, de l'imprimerie et des arts graphiques, ou participation à des événements littéraires.

Cette opération s'inscrit également dans le cadre de la lutte contre l'échec scolaire et contre toute forme d'exclusion par la langue et la culture. A cet effet, on s'attachera à répondre prioritairement à la demande exprimée par des établissements scolaires et culturels situés dans des quartiers sensibles, des zones d'éducation prioritaires ou en milieu rural. Une attention particulière sera également portée aux programmes concernant des 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> technologiques.

#### **II. MODALITÉS**

L'expérience est généralement pilotée par une classe particulièrement motivée au sein de l'établissement mais d'autres classes peuvent être impliquées dans un projet d'ensemble.

Le programme peut également comprendre des activités ou manifestations associant d'autres établissements d'une même zone.

Dès le stade de la conception du projet, une classe "lecture-découverte du livre" doit associer une équipe enseignante et une équipe de professionnels du livre, au premier rang desquels il faut placer les bibliothèques publiques ainsi que les librairies.

Ce partenariat accompagne la mise en place et le déroulement du projet et il est souhaitable qu'il puisse se traduire par un jumelage entre les deux types d'établissement.

D'autres partenaires extérieurs peuvent être choisis pour environ une vingtaine d'heures annuelles d'intervention (écrivains ou autres médiateurs de l'écrit : journalistes, critiques littéraires, libraires...). Dans le cas d'un écrivain, il peut s'agir d'une résidence sans condition de création. Ces intervenants doivent être identifiés et contactés dès la phase de définition du projet.

Afin qu'il réponde aux objectifs généraux de l'opération, aux attentes des professionnels et aux besoins des élèves, le projet doit présenter un caractère de durée pendant l'année scolaire, voire s'étaler sur deux années, une nécessaire souplesse étant à préserver dans le rythme des activités. Les différents acteurs impliqués (enseignants, chef d'établissement, bibliothécaires, représentants de la ville ou du département) s'engagent à assurer un véritable suivi.

Cette action poursuivant des objectifs pédagogiques et culturels, elle s'appuie sur les enseignements proprement dits et propose des activités hors programme.

La "classe lecture-découverte du livre" revêt un caractère d'exemplarité. Le projet est construit autour d'axes forts et met en valeur une cohérence d'ensemble. Pour ce faire la DRAC peut apporter une aide à la conception.

Parmi les temps forts susceptibles de jaloner le déroulement d'une telle opération, on peut citer à titre d'exemple :

- animation de groupes de lecture,
- ateliers d'écriture, ateliers d'édition, ateliers d'estampes...,
- réalisation de journaux littéraires ou de tribunes de critiques littéraires,
- montage de formes théâtrales et de lectures à haute voix, en collaboration avec des comédiens,
- rencontres avec des éditeurs, découverte de la librairie, classes transplantées auprès de lieux de création et de diffusion du livre : (maisons d'écrivains, sites littéraires, festivals etc...),
- implication dans des événements de la vie littéraire, scientifique et technique,
- initiation à la maquette et aux arts graphiques.

Les projets doivent chercher à s'insérer dans les dispositifs existants : plans locaux d'éducation artistique, conventions de développement culturel, contrats de ville, conventions de pays.

### III. INSTRUCTION DES DOSSIERS ET FINANCEMENTS

Les dossiers seront adressés aux DRAC par les collectivités locales (bibliothèques) ou les chefs d'établissements scolaires. Ils comporteront :

- une note d'intention explicitant les objectifs et le propos d'ensemble,
- le nom des partenaires éducatifs et culturels porteurs du projet,
- un descriptif du programme détaillant les différentes phases de la mise en oeuvre,
- le nom des intervenants extérieurs contactés,
- un budget prévisionnel équilibré en dépenses et en recettes.

Après instruction par les DRAC, les projets seront adressés à la DLL pour être soumis à une commission nationale de validation dans le courant du mois de mai 1997.

Ces opérations ont vocation à faire intervenir des financements croisés, le ministère de la culture les subventionnant à hauteur de 50 %.

Le montant de l'aide varie en fonction des activités proposées et des contributions apportées par d'autres partenaires.

En tout état de cause la part du ministère de la culture ne saurait excéder 50 000 f. Une délégation complémentaire de crédits sera effectuée pour chaque projet retenu.

Le directeur du livre et de la lecture  
Jean-Sébastien Dupuit

---

## DIRECTION DU THÉÂTRE ET DES SPECTACLES

### Circulaire du 30 avril 1997 relative aux scènes nationales et aux contrats d'objectifs.

Le ministre de la culture,  
à

Messieurs les préfets de région, direction régionale des affaires culturelles

La politique de large déconcentration des attributions et des crédits que, conformément aux directives du Premier ministre, je mets en oeuvre dans mon département ministériel, se traduit, en particulier, par un transfert en région des crédits consacrés aux scènes nationales, dans la seule limite de l'appréciation de quelques cas particuliers où l'établissement se voit confier une mission de production-diffusion à caractère national, voire international.

Ce transfert, initié en 1993, va s'achever en 1998.

Il m'a paru indispensable, à ce stade, afin de préserver la cohérence d'une politique nationale en régions et l'homogénéité de cet important réseau, que la déconcentration des scènes nationales soit accompagnée

par la mise au point de contrats d'objectifs entre les parties prenantes.

Vous trouverez ci-joint un cadre de référence à partir duquel chaque scène nationale se dotera d'un contrat d'objectifs, selon les modalités et échéances précisées ci-dessous.

#### I. MODALITES DE MISE EN OEUVRE

##### 1. Les services de l'Etat associés à la négociation du contrat

Les scènes nationales constituent un réseau national pour le spectacle vivant. La négociation de chaque contrat suppose en conséquence un suivi conjoint entre services centraux du ministère de la culture pour ce qui relève de la cohérence des attentes et des missions d'un réseau national, et administration déconcentrée de l'Etat pour ce qui relève de leur déclinaison sur un territoire.

Le directeur régional des affaires culturelles négocie les termes du contrat sur la base de la proposition du directeur de l'établissement. L'inspection générale de la création et des enseignements artistiques apporte son concours à cette élaboration.

Le préfet est le signataire du contrat d'objectifs après avoir recueilli l'accord du ministre de la culture. Le directeur du théâtre et des spectacles assure la coordination et la synthèse des avis techniques relevant des directions sectorielles compétentes au sein du ministère de la culture.

##### 2. L'élaboration du contrat

Le contrat d'objectifs est conclu pour une période de quatre saisons pleines, la quatrième étant réservée à l'évaluation puis à la négociation éventuelle d'un nouveau contrat, entre le directeur de l'établissement, l'Etat et les collectivités territoriales dès lors que celles-ci apportent chacune plus de 15 % des ressources budgétaires annuelles dudit établissement. Une saison s'entend ici comme allant du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année suivante.

Le projet de contrat est rédigé par le directeur, à la demande du président, selon les principes développés par le texte cadre annexé à la présente circulaire.

Il est convenu avec tout nouveau directeur d'une scène nationale, d'une période d'adaptation n'excédant pas un an, au terme de laquelle il sera invité à rédiger son premier contrat d'objectifs.

S'agissant des directeurs actuellement en exercice, il leur revient de proposer à la délibération de son conseil d'administration un projet de contrat avant le 31 décembre 1998.

Dans sa forme, le contrat s'organise en 4 développements portant respectivement sur :

- l'activité artistique de l'établissement,
- son rapport au public,
- l'inscription de la scène nationale dans son environnement,
- son économie et son organisation fonctionnelle.

Chacun de ces développements précise les orientations proposées par le directeur à l'occasion de son recrutement et fixe les objectifs que celui-ci s'assigne pour concrétiser, durant la période de référence, ces orientations.

Le contrat s'inscrit dans le cadre budgétaire que constituent le compte de résultat du dernier exercice écoulé et le bilan certifiés de l'établissement.

Le document indiquera les principaux partenaires (équipes artistiques, entreprises culturelles, établissements d'enseignement, organismes sociaux...), nécessaires à la mise en oeuvre de ces objectifs.

Le président de l'association de gestion de la scène nationale le soumet au conseil d'administration. Le débat auquel il donne lieu avec le directeur permet de valider ou d'affiner ces objectifs. Après adoption, le président y appose son contreseing.

## II. EVALUATION ET RENOUVELLEMENT DU CONTRAT

Le directeur régional des affaires culturelles est chargé pour l'Etat du suivi régulier du contrat d'objectifs durant sa mise en oeuvre. Ce suivi peut faire l'objet d'un examen annuel par le conseil d'administration, via le rapport d'activité du directeur.

Au cours du premier trimestre de la dernière saison de validité du contrat :

- il sera procédé à une évaluation des résultats pour chacun des objectifs visés. Pour l'Etat, elle sera menée par l'inspection générale de la création et des enseignements artistiques en liaison avec la direction régionale des affaires culturelles et donnera lieu à un rapport au ministre ;
- le ministre saisit le préfet (DRAC) des conclusions de cette évaluation afin qu'elles puissent être transmises au président et afin d'alimenter le débat contradictoire au conseil d'administration.

Le directeur pourra, au cours de cet échange, analyser et commenter les inflexions qui auraient été, le cas échéant, constatées entre les objectifs initiaux et les résultats effectivement atteints.

Les partenaires publics signataires du contrat seront alors réunis à l'invitation du président de l'association de gestion au plus tard le 30 novembre précédant le terme de validité du contrat.

Au cours de cette réunion, les représentants de l'Etat et des collectivités partenaires s'entendront sur la pertinence à demander au directeur de leur proposer un nouveau contrat d'objectifs qui devra, dans l'affirmative, être conclu au plus tard le 31 mai suivant pour prendre effet le 1<sup>er</sup> septembre.

En cas de refus de confier la préparation d'un nouveau contrat au directeur en poste, le président de l'association de gestion l'en informe immédiatement. Il revient alors au président d'engager une procédure de licenciement et d'ouvrir un appel à candidature.

Cette rupture de contrat ne saurait, sauf cas avéré, être prononcée pour faute lourde ou grave.

Le directeur non renouvelé est maintenu en poste jusqu'à l'échéance du 31 août terme de la validité du contrat.

## III. MODALITES DE RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR

Les modalités de recrutement d'un directeur demeurent inchangées : ce recrutement est effectué sur projet demandé à quelques candidats présélectionnés, assorti d'une simulation budgétaire.

Les collectivités publiques établissent au préalable, avec le bureau de l'association, une fiche descriptive du poste où sont consignées leurs principales attentes, et qui est communiquée aux candidats.

Ces dispositions prennent effet dès réception de la présente circulaire. Je vous demande de veiller à ce que chaque scène nationale de votre région ait conclu un contrat d'objectif avant le terme de la prochaine année civile.

Le ministre de la culture  
Philippe Douste-Blazy

## Annexe

Les contrats d'objectifs pour les scènes nationales :

Aujourd'hui plusieurs réseaux d'établissements, opéras, orchestres, centres dramatiques, centres chorégraphiques nationaux, scènes nationales, financés conjointement par l'Etat et les collectivités territoriales structurent de manière déterminante la création et la diffusion des arts vivants. C'est l'héritage de 50 ans de décentralisation artistique et culturelle à la française.

La confirmation des partenariats publics en faveur de ces réseaux d'établissements, dépositaires de missions d'intérêt général, impose de vérifier encore plus précisément ce qui les fonde et les anime à travers la conclusion de dispositifs contractuels.

Approfondir le débat entre collectivités partenaires d'une part, entre celles-ci et les institutions qu'elles financent d'autre part, orienter puis évaluer l'action de ces dernières, doit se traduire par des contrats qui énoncent et renforcent la responsabilisation de chacune des parties prenantes.

Ces contrats existent déjà pour plusieurs des réseaux nationaux précités.

Il est à présent indispensable d'instaurer un contrat d'objectifs avec chaque scène nationale, impliquant ses principaux partenaires publics.

Le présent document entend préciser les missions des scènes nationales et favoriser l'établissement de rapports contractuels entre chacune d'entre elles et ses tutelles.

## I. LE CONSTAT

Le concept de scène nationale a été défini, en 1992, pour réaffirmer l'existence de ce réseau national en faveur du spectacle vivant. Outre un financement significatif de l'Etat, les scènes nationales ont aujourd'hui en commun des missions très générales formulées en tête de leurs statuts :

- s'affirmer comme un lieu de production artistique de référence nationale, dans les domaines de la culture contemporaine ;

- organiser la diffusion et la confrontation des formes artistiques en privilégiant la création contemporaine ;

- participer dans son aire d'implantation (voire dans le département et la région) à une action de développement culturel favorisant de nouveaux comportements à l'égard de la création artistique et une meilleure insertion sociale de celle-ci.

Les directeurs des scènes nationales sont recrutés après appel à candidature, sur la présentation d'un projet pour l'établissement qui est la synthèse d'une trajectoire professionnelle, au cours de laquelle se sont forgés convictions et choix artistiques, et d'une appréhension, nécessairement limitée, de l'histoire, de l'environnement culturel, social et économique du lieu pour lequel les candidats postulent.

Il convient à présent de reposer avec force le principe d'une homogénéité des règles applicables aux établissements d'un même réseau, qu'il s'agisse des conditions de renouvellement des directeurs, des dispositifs partenariaux à conclure avec leurs tutelles ou de l'évaluation régulière des activités développées et de leur impact sur la population.

## II. LE CONTEXTE DU CONTRAT D'OBJECTIFS

Avant d'aborder le contenu du contrat, il convient de redire en préalable :

- que les scènes nationales sont des établissements pluridisciplinaires,

- que le contrat ne saurait substituer une approche normative à la diversité qui caractérise le réseau de ces établissements.

Le projet, qui peut être visionnaire et audacieux, est l'expression d'une ambition nourrie d'intuitions et de réflexions au service des oeuvres et d'une population.

Le contrat d'objectifs ne remplace pas le projet du directeur, il le traduit et forme avec lui le cadre de référence de l'établissement. C'est pourquoi il revient au directeur d'en faire la proposition rédigée aux administrateurs de l'association de gestion et, en premier lieu, aux membres de droit, Etat et collectivités territoriales.

Conclu pour quatre saisons, il formule des objectifs précis à atteindre, tant dans le domaine artistique qu'au regard d'une population, et ce dans un laps de temps défini : trois saisons, la quatrième étant réservée à l'évaluation puis à la négociation éventuelle d'un nouveau contrat.

Ces objectifs mettent en jeu quatre domaines complémentaires :

- l'activité artistique de l'établissement,

- son rapport au public,

- l'inscription de la scène nationale dans son environnement,

- son économie et son organisation fonctionnelle.

## III. LES MISSIONS DES SCENES NATIONALES-LE CONTENU DES CONTRATS

### 1. L'activité de l'établissement

a) La pluridisciplinarité artistique :

La pluridisciplinarité vaut, au premier chef, pour le spectacle vivant : théâtre, musique, danse, arts de la piste, dans la diversité de leurs formes et de leurs expressions.

De par les statuts de l'établissement, l'activité doit témoigner des démarches et des recherches d'aujourd'hui, et comprendre également les formes vivantes du répertoire. Elle peut s'élargir à d'autres disciplines, le cinéma et les arts plastiques par exemple.

La pluridisciplinarité s'organise à partir d'un choix artistique structurant, reconnu par les tutelles à travers l'approbation du projet, que justifient, par exemple, l'histoire de l'établissement, son positionnement par rapport à d'autres institutions ou initiatives présentes dans la ville, l'agglomération voire le département ou la région, ou encore l'architecture des lieux.

Une attention particulière sera portée aux disciplines ou aux domaines qui disposent rarement des moyens nécessaires à la rencontre d'un public.

Les programmations doivent ainsi témoigner d'un effort important en faveur des oeuvres des auteurs et compositeurs contemporains.

b) La place des artistes et de la production des oeuvres dans les scènes nationales :

La pluridisciplinarité et la qualité artistique de la programmation des scènes nationales ont fait école : d'autres structures, et notamment nombre de théâtres de ville, bâtissent aujourd'hui, en région, des saisons où des oeuvres exigeantes occupent une place importante.

Au-delà de cette mission de programmation, pour laquelle les scènes nationales doivent demeurer des maisons de référence, l'originalité de leur mission réside aujourd'hui dans la responsabilité croissante qu'elles prennent vis-à-vis des artistes et de la production des oeuvres.

Le directeur d'une scène nationale se devra donc de faire le choix de projets d'artistes, et de leur accompagnement dans la durée, selon le mode le plus approprié : apports financiers à la production, préachats, apports en compétences techniques et administratives, en industrie...

Ces choix particuliers d'artistes constitueront des lignes de force pour la vie de l'établissement ; ils participeront ainsi à l'identification artistique de chaque scène nationale et contribueront à la dynamique de l'élargissement des publics.

L'engagement au côté d'artistes suppose des prises de risques, un investissement significatif en apports financiers et/ou en moyens et l'affirmation active de ces choix.

Dans cette optique, une attention toute particulière sera portée à l'émergence de nouveaux talents ou de

nouvelles démarches artistiques.

L'apport financier en production devra s'accompagner d'une réelle implication de la scène nationale dans le devenir artistique et économique de l'oeuvre.

Ce compagnonnage permettra de définir en commun avec les artistes concernés, les coûts de production, ceux d'exploitation, partant le prix de vente, de procéder de façon optimale à la recherche prospective d'une tournée et de possibilités de reprises ultérieures.

La présence durable d'artistes dans un établissement, c'est aussi une présence dans la cité qui doit être perçue par la population. Il s'agit également d'organiser cette perception, d'en préciser les attentes, notamment de fréquentation des spectacles programmés.

c) La circulation des oeuvres de création et du répertoire :

La place tenue par les scènes nationales dans la diffusion des oeuvres du répertoire, contemporaines ou anciennes, demeure primordiale. Favoriser l'accès du public aux grandes oeuvres de la création et du répertoire répond de façon complémentaire mais indispensable, dans une exigence de démocratie culturelle, au double principe de formation et d'élargissement des publics.

Contribuer à clarifier l'offre de spectacles et apporter à la création un soutien efficace, supposent donc d'intervenir à la fois par des accueils, par une participation financière et logistique à la production même, et par une attention constante à la circulation des oeuvres.

## 2. Le public

L'aboutissement d'un spectacle est, sauf exception, sa confrontation avec le public, voire son appropriation. Un public n'est pas seulement une somme d'individus pour quelques temps rassemblés. L'affirmation du goût, l'appropriation de l'oeuvre par le spectateur suppose une certaine régularité de fréquentation. Une fidélisation du public est donc nécessaire.

On sait cependant que la qualité d'un public suppose qu'il ne se résume pas aux abonnés de l'établissement, fussent-ils très nombreux. Sa vitalité se nourrit aussi de l'apport des spectateurs occasionnels qui, à chaque proposition, viennent s'adjoindre à ceux déjà fidélisés. L'abonnement ne correspond pas toujours, en effet, aux pratiques de certaines catégories de la population.

Les artistes ne créent pas en dehors de leur temps, les comportements individuels et collectifs changent, les relais que constituaient les regroupements de spectateurs après avoir souvent disparu renaissent sous d'autres formes. Le public, lui aussi, évolue, qu'il s'agisse des tranches d'âge représentées, de sa composition sociologique comme géographique. En tout état de cause, les moyens de sa croissance et de son élargissement doivent être, en permanence, recherchés par les directeurs d'établissements, dans l'esprit des principes fondateurs de la décentralisation théâtrale et grâce à toutes ses déclinaisons singulières, renouvelées, adéquates à l'époque présente et à l'environnement de chaque scène nationale.

a) Connaître le public :

La part prépondérante des fonds publics dans le financement des scènes nationales impose de réaffirmer avec force l'obligation de démocratie culturelle.

Chaque scène nationale se doit de procéder à l'analyse fine de la composition de ses publics.

A plus long terme, la connaissance du public suppose de fournir une assistance méthodologique aux établissements. A cette fin, les services de l'Etat (direction du théâtre et des spectacles et département des études et de la prospective) et la profession se concerteront au cours de l'année 1997 pour élaborer un observatoire des publics.

Cette meilleure connaissance analytique du public, et de la population, demandée à chaque établissement est indispensable pour conforter une appréciation plus qualitative des relations de la scène nationale à la population et défendre les choix de développement qu'elle est amenée à effectuer.

b) Renouveler et élargir le public :

Si le directeur de la scène nationale se doit de réunir un public qui transcende les clivages, d'accroître la curiosité des spectateurs souvent plus attentifs à une discipline qu'à une autre, de faire en sorte que le plus grand nombre d'adultes, de jeunes, d'enfants franchissent le seuil du théâtre, il doit aussi tenir compte des composantes de la population qui, pour des raisons culturelles, économiques ou encore sociales, ne viennent pas d'elles-mêmes s'agréger au public.

La qualité de la programmation et la présence d'artistes dans l'établissement doivent permettre d'élargir et d'accroître le public : écoles du spectateur, constitution de relais, partenariats avec le monde éducatif et universitaire, avec les enseignements artistiques spécialisés, les comités d'entreprises, les structures socio-éducatives de quartier, les organismes d'insertion (missions locales), les associations d'amateurs ne peuvent que contribuer à atteindre cet objectif.

Le document ne manquera pas d'indiquer les partenaires (entreprises culturelles et artistiques voisines, établissements d'enseignement, organismes sociaux ou socio-culturels....) impliqués dans la mise en oeuvre de ces objectifs.

D'une autre manière, les dépenses d'information, qui ne sauraient obéir à une logique propre, devront être guidées par le double souci de la fidélisation du public et de son développement. Les publications afférentes seront la traduction d'une ambition d'information claire et simple pour accéder aux oeuvres. On se défiera d'éditions par trop dispendieuses, réservant ainsi le maximum de moyens à la meilleure médiation qui soit : la rencontre entre les spectateurs, les artistes et les oeuvres.

La politique tarifaire doit être conçue en fonction des publics existants et potentiels. Les exonérés doivent faire l'objet d'une limitation vigilante.

Le contrat fera mention d'objectifs de fréquentation.

### 3. L'inscription de l'établissement dans son environnement

Les questions précédemment esquissées à propos du public, doivent aussi être abordées à partir d'une donnée plus globale qu'est la population de la ville, de l'agglomération, de la "zone d'influence" de l'établissement. Données qui tiennent compte des clivages sociaux, économiques, urbains et géographiques.

Elles devraient souvent conduire l'établissement à sortir de ses murs : spectacles de rue, musique, danse, théâtre en appartement ou en entreprise.... ont souvent démontré leur efficacité, en initiant des liens durables avec des gens que les formes traditionnelles de relation avec le public n'auraient sans doute jamais permis de rencontrer. Encore faut-il que cette action hors les murs du théâtre fasse montre d'exigences artistiques et techniques comparables à celles qui prévalent dans la préparation de la saison au siège de la scène nationale.

Cette action peut être l'occasion de commandes particulières à des auteurs, des interprètes, des metteurs en scène, des chorégraphes.... accueillis ou coproduits au cours de cette même saison, et apporter aux liens ainsi noués dans les quartiers, chez des particuliers, sur des lieux de travail ou de chalandise des prolongement qui porteront certains, un jour, vers la fréquentation régulière du spectacle vivant.

On ne songe pas seulement ici aux personnes frappées par l'exclusion économique, mais aussi à ces catégories de la population qui ont des revenus modestes mais réguliers et qui n'ont, pour autant, jamais poussé la porte d'un théâtre.

Il faut à ce sujet réussir à mobiliser les moyens qui existent, notamment dans le cadre de la politique de la ville, en rappelant, à cette occasion, que les scènes nationales sont des acteurs à part entière de cette politique.

L'activité de la scène nationale doit également prendre en compte celle des autres professionnels qui interviennent sur la même aire géographique pour confronter avec eux leurs pratiques culturelles respectives en prise avec la vie de la cité, clarifier au besoin les fonctions de chacun, voire bâtir avec eux de véritables partenariats.

### 4. L'organisation de l'établissement

Sur ce chapitre, un organigramme fonctionnel, au besoin prévisionnel, traduira la capacité de l'établissement à mettre en oeuvre les objectifs fixés par le contrat dans l'esprit du présent document.

Le contrat précisera les dispositions prises par la direction en matière de gestion des ressources humaines, et en particulier de formation professionnelle continue des salariés, dans le respect des règles de la profession.

Il fixera également comme objectif, si ce n'est pas encore le cas, de réaliser progressivement l'unité de statut du personnel sous l'autorité du directeur.

Les objectifs du contrats devront, par ailleurs, être cohérents avec les caractéristiques architecturales et

techniques de l'établissement, ou leur évolution si elle est prévue dans ce cadre.

Une annexe recensera, dans cet esprit, les locaux et les moyens techniques mis à disposition de l'établissement pour l'exécution du contrat.

Ce chapitre fournira enfin l'occasion de s'assurer de la bonne mise à jour des diverses conventions qui peuvent lier l'établissement.

## **IV PROCEDURES D'ELABORATION ET D'EVALUATION**

### 1. L'élaboration du contrat

Le contrat d'objectifs est conclu pour 4 saisons pleines entre le directeur de l'établissement, l'association de gestion, l'Etat, les collectivités territoriales qui apportent des financements réguliers et significatifs dans leur montant.

A la demande du président, il est rédigé par le directeur et débattu en conseil d'administration. Dans sa forme, il respecte l'économie générale de la présente note d'orientation et comporte des développements, comme indiqué au III, portant respectivement sur :

- l'activité artistique de l'établissement,
- son rapport au public,
- l'inscription de l'établissement dans son environnement,
- son économie et son organisation fonctionnelle.

Chacun de ces développements est porteur d'objectifs précis pour la période de référence. Ces derniers s'inscrivent dans le cadre économique et financier que constituent le compte de résultat du dernier exercice écoulé et le bilan de l'établissement. Chaque partenaire public, partie prenante du contrat, garantit à la scène nationale, *a minima*, pendant la durée dudit contrat et sous réserve du vote par le parlement des lois de finances correspondantes, pour l'Etat, et de celui de leur budget, pour les collectivités territoriales concernées, les ressources budgétaires annuelles figurant à ce cadre.

Lors de la présentation du projet de contrat au conseil d'administration, le directeur entend les suggestions de ses membres. Il élabore, après discussion, un texte final pour approbation définitive.

### 2. L'évaluation du contrat

L'évaluation régulière, sur un rythme de quatre années, est le moyen pour la scène nationale de vérifier et d'analyser la pertinence de ses choix et de son action. Pour la scène nationale, elle représente le moment privilégié d'une analyse fine et problématisée de son activité. Grâce à cette meilleure connaissance, l'évaluation doit permettre d'insuffler en permanence de nouvelles dynamiques, de mettre à jour des questionnements et de repréciser, si nécessaire, les objectifs. Les circonstances de mise en oeuvre du projet, l'évolution du contexte environnant la scène nationale, la qualité et l'engagement de l'équipe professionnelle animée par le directeur fondent ce bilan d'étape.

En cours d'exécution, le directeur informe chaque année

le conseil d'administration de l'avancement des objectifs du contrat.

Pour l'Etat, le directeur régional des affaires culturelles est chargé du suivi régulier de cette mise en oeuvre.

La dernière saison du contrat est celle de son évaluation. Pour l'Etat, elle sera confiée à l'inspection générale de la création et des enseignements artistiques en liaison avec la direction régionale des affaires culturelles concernée.

Un conseil d'administration ponctuera le processus d'ensemble de l'évaluation du contrat. Le directeur pourra, à cette occasion, analyser et commenter les inflexions qui auraient, le cas échéant, été constatées entre les objectifs initiaux et ceux effectivement atteints.

Les dispositions précises relatives à l'élaboration, à la signature et au renouvellement des contrats d'objectifs seront définies par une circulaire d'application.

---

## CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

**Décision du 21 mars 1997 portant nomination d'un membre de la commission compétente pour l'octroi de dérogations au délai prévu pour l'exploitation des oeuvres cinématographiques sous forme de supports destinés à la vente ou à la location pour l'usage privé du public.**

Le ministre de la culture,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 modifiée sur la communication audiovisuelle, et notamment son article 89 ;

Vu le décret du 28 décembre 1946 modifié relatif aux modalités générales d'application du titre 1<sup>er</sup> du Code susvisé ;

Vu le décret n° 83-4 du 4 janvier 1983 portant application des dispositions de l'article 89 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 susvisée et notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 1983 relatif à la commission compétente pour l'octroi de dérogations au délai prévu pour l'exploitation des oeuvres cinématographiques sous forme de supports destinés à la vente ou à la location pour l'usage privé du public ;

Vu la décision du 5 juillet 1995 portant nomination des membres de la commission compétente pour l'octroi de dérogations au délai prévu pour l'exploitation des oeuvres cinématographiques sous forme de supports destinés à la vente ou à la location pour l'usage privé du public ;

Décide :

### Article premier

Est nommée, pour la durée du mandat restant à courir, membre suppléant de la commission prévue à l'article 2

du décret du 4 janvier 1983 susvisé :

- au titre de représentant des producteurs, Mme Denise Petitdidier, en remplacement de Mme Clara Meriaux-Delbarre, démissionnaire.

### Article 2

Le directeur général du Centre national de la cinématographie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Paris, le 21 mars 1997

Le ministre de la culture

Philippe Douste-Blazy

---

## CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

**Décision du 22 mai 1997 portant modification de la décision du 29 janvier 1997 portant délégation de signature et de la décision modificative du 22 avril 1997.**

Le président,

Vu l'arrêté du 30 avril 1997 portant nomination de M. Werner Spies en qualité de directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 29 janvier 1997, modifiée par la décision du 22 avril 1997, portant délégation de signature,

Décide :

### Article premier

L'article 4 de la décision modificative du 29 janvier 1997 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, délégation de signature est donnée à M. Werner Spies, directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieurs à 150 000 frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, délégation est donnée à Mme Monod-Fontaine, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

### Article 2

La présente décision entre en vigueur le 2 mai 1997.

Le président du Centre national d'art et de culture  
Jean-Jacques Aillagon



## RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX

### Décision du 10 avril 1997 relative au tarif collectivité de la carte Sésame-Galerias nationales du Grand Palais.

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux et à l'Ecole du Louvre,

Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 27 mars 1997

Décide :

#### Article unique

Le tarif collectivité de la carte Sésame-Galerias nationales du Grand Palais est fixé à 400 f et s'applique pour tout achat supérieur à 20 cartes Sésame.

Fait à Paris le 10 avril 1997

Le directeur des musées de France,

Président de la réunion des musées nationaux

Françoise Cachin

### Décision du 10 avril 1997 relative au tarif de l'exposition le voyage en France au musée de la voiture à Compiègne.

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux et à l'Ecole du Louvre,

Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 27 mars 1997

Décide :

#### Article unique

Pendant toute la durée de l'exposition le voyage en France, du maître de poste au chef de gare (1740-1914), qui sera présentée au musée de la voiture du 16 avril au 15 juillet 1997, les tarifs des musées du Château de Compiègne et de la voiture sont modifiés conformément au tableau ci-dessous :

	Plein tarif	Tarif réduit
Musée de la voiture dont exposition	30f	22f
Appartements du Château de Compiègne	35f	23f
Billet général (appartement, musée de la voiture dont exposition)	40f	28f

Fait à Paris le, 10 avril 1997

Le directeur des musées de France

Président du conseil d'administration

de la Réunion des musées nationaux

Françoise Cachin

### Décision du 10 avril 1997 relative aux tarifs pour l'auditorium du musée d'Orsay (saison 1997/1998).

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux et à l'Ecole du Louvre,

Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 27 mars 1997

Décide :

#### Article unique

Les tarifs des manifestations programmées à l'auditorium du musée d'Orsay sont fixés, pour la saison 1997/1998 selon le tableau ci-après.

Le régime applicable à ces manifestations est modifié comme suit :

Les séances de cinéma sont ouvertes gratuitement aux groupes scolaires.

	Tarif plein	Tarif réduit	Tarif super réduit
<u>Concerts de 20h :</u> - hors abonnement - abonnement	130 100	100 85	60 50
<u>Concerts de 12h30 et de 18h45 :</u> - hors abonnement - abonnement	80 70	40 35	non non
<u>Concerts lectures :</u> - hors abonnement : 1 <sup>er</sup> catégorie 2 <sup>e</sup> catégorie - abonnement : 1 <sup>er</sup> catégorie 2 <sup>e</sup> catégorie - vente à l'unité : 1 <sup>er</sup> catégorie 2 <sup>e</sup> catégorie	180 150 150 120 80 70	150 120 120 90 55 45	non non non non non non
<u>Cinéma :</u> - vente à l'unité - abonnement 10 séances	35 20/séance	25 non	non non
<u>Cinéma avec ensemble instrumental :</u> - vente à l'unité	60	40	non

Tarif réduit applicable aux adhérents du M'O, membres de la société des amis du M'O, jeunes de moins de 26 ans, chômeurs et bénéficiaires du RMI.

Tarif super réduit applicable aux concerts de 20 h aux jeunes de moins de 26 ans, chômeurs et bénéficiaires du RMI.

Fait à Paris, le 10 avril 1997

Le directeur des musées de France

Président du conseil d'administration

de la Réunion des musées nationaux

Françoise Cachin

## Décision du 10 avril 1997 relative à la journée internationale des musées 1997 (ICOM).

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux et à l'Ecole du Louvre,

Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 27 mars 1997

Décide :

### Article unique

Au titre de participation à la journée internationale de l'ICOM, la Réunion des musées nationaux versera à l'ICOM, sous forme de subvention, la moitié du produit des recettes de droit d'entrée perçu le 18 mai 1997.

Fait à Paris, le 10 avril 1997  
Le directeur des musées de France  
Président du conseil d'administration  
de la Réunion des musées nationaux  
Françoise Cachin

---

## DOCUMENTS SIGNALÉS

### Direction des archives de France

- Circulaire AD-DEP 21 du 27 janvier 1997 à MM. les préfets. Communication par dérogation des archives de la préfecture. Enquête du ministère de l'environnement

et du B.R.G.M. sur les anciens sites industriels pollués.

- Circulaire AD-DEP 124 du 27 février 1997 à MM. les préfets. Traitement et conservation des documents relatifs aux relations de l'Etat avec les collectivités territoriales produits ou reçus par les services de préfectures et des sous-préfectures.

- Circulaire AD-DEP 485 du 5 mars 1997 à MM. les préfets. Acquisition de fonds d'archives privées.

- Note AD-DEP 632 du 24 mars 1997 à MM. les présidents des conseils régionaux, présidents des conseils généraux et maires. Diffusion de publications des services d'archives.

- Circulaire AD-DEP 679 du 28 mars 1997 à MM. les présidents des conseils régionaux, présidents des conseils généraux et maires. Journées d'études de la direction des archives de France, Châlons-en-Champagne, 25-27 juin 1997.

### Direction du théâtre et des spectacles.

- Arrêté du 4 mars 1997 relatif à la nomination des membres de la Commission nationale consultative d'aide à l'innovation scénique.

- Arrêté du 4 mars 1997 relatif à la nomination des membres de la Commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts de la piste.

---

# Mesures d'information

## Relevé des textes parus au Journal officiel

### MARS

#### JO n° 51 du 1<sup>er</sup> mars 1997

Page 3320 - Loi n° 97-179 du 28 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés.

#### Ministère de la culture

Page 3330 - Arrêté du 21 février 1997 portant désignation de responsables des marchés au ministère de la culture.

#### JO n° 53 des 3 et 4 mars 1997

Page 3438 - Arrêté du 5 février 1997 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives concernant la gestion des aides et le recouvrement des prêts au Centre national du livre.

#### JO n° 54 du 5 mars 1997

Page 3496 - Décret n° 97-193 du 4 mars 1997 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

Page 3499 - Décret portant délégation de signature (M. Barré François)

Page 3500 - Arrêté du 20 février 1997 portant création d'un traitement automatisé des fichiers des stagiaires à l'Institut de formation des bibliothécaires.

#### JO n° 55 du 6 mars 1997

Page 3594 - Arrêté du 26 février 1997 portant nomination à la commission chargée d'émettre un avis sur l'agrément des oeuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure.

**JO n° 56 du 7 mars 1997**

Page 3628 - Arrêté du 10 décembre 1996 relatif au budget pour 1996 de l'école d'architecture de Lille et des régions Nord.

Page 3628 - Arrêté du 6 janvier 1997 relatif au budget pour 1996 de l'école d'architecture de Languedoc-Roussillon.

Page 3629 - Arrêté du 6 janvier 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Languedoc-Roussillon.

Page 3629 - Arrêté du 13 janvier 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Bordeaux.

Page 3629 - Arrêté du 13 janvier 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Versailles.

Page 3629 - Arrêté du 30 janvier 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Strasbourg.

**JO n° 57 du 8 mars 1997**

Page 3682 - Décret du 6 mars 1997 portant délégation de signature (Mme Bachellerie Christine).

**JO n° 59 des 10 et 11 mars 1997**

Page 3788 - Arrêté du 11 février 1997 relatif au budget de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle pour l'année 1996.

Page 3788 - Arrêté du 27 février 1997 portant approbation du compte financier de l'Etablissement public Bibliothèque publique d'information pour l'exercice 1995.

Page 3789 - Arrêtés du 27 février 1997 relatifs au budget de l'Etablissement public Bibliothèque publique d'information pour l'exercice 1996.

Page 3795 - Arrêté du 10 février 1997 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand (M. Rebois Didier).

Page 3795 - Arrêté du 13 février 1997 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Normandie (M. Juban Pierre).

**JO n° 61 du 13 mars 1997****Premier ministre**

Page 3905 - Circulaire du 7 mars 1997 relative à la mise en oeuvre du plan de réforme de l'État : déconcentration des décisions administratives individuelles.

**Ministère de la culture**

Page 4002 - Décret du 6 mars 1997 portant nomination d'un directeur d'école d'architecture (M. Guillermin Jean-Claude).

Page 4003 - Décret du 6 mars 1997 portant nomination d'un professeur d'école d'architecture (M. Desgrandchamps Guy).

Page 4003 - Arrêté du 25 février 1997 portant admission à la retraite (administration générale).

**JO n° 62 du 14 mars 1997****Ministère de la justice**

Page 4031 - Arrêté du 12 mars 1997 portant agrément de la société archéologique de Douai.

**JO n° 63 du 15 mars 1997**

Page 4128 - Arrêté du 28 janvier 1997 relatif au budget du musée Rodin pour l'exercice 1996.

Page 4128 - Arrêté du 6 mars 1997 portant approbation du compte financier de l'établissement public du Centre de conférences internationales de Paris pour l'exercice 1995.

Page 4137 - Décret du 10 mars 1997 portant nomination du directeur de l'Académie de France à Rome (M. Racine Bruno).

Page 4137 - Décret du 10 mars 1997 portant intégration dans le corps des conservateurs du patrimoine.

**JO n° 67 du 20 mars 1997**

Page 4382 - Arrêté du 12 mars 1997 autorisant au titre de l'année l'ouverture de concours de recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

**JO n° 68 du 21 mars 1997**

Page 4442 - Arrêté du 13 mars 1997 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Page 4450 - Arrêté du 9 janvier 1997 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Paris-Villemin.

Page 4450 - Arrêté du 21 février 1997 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Nancy.

**JO n° 69 du 22 mars 1997**

Page 4503 - Décret n° 97-269 du 19 mars 1997 modifiant le décret n° 83-958 du 2 novembre 1983 modifié portant création de l'Etablissement public du Grand Louvre.

Page 4513 - Arrêté du 17 février 1997 portant admission à la retraite (inspection générale de l'administration générale des affaires culturelles).

Page 4513 - Arrêté du 10 mars 1997 portant admission à la retraite (administration générale).

Page 4514 - Arrêté du 13 mars 1997 portant nomination à la commission des auteurs, compositeurs de musique et chorégraphes.

Page 4514 - Arrêté du 13 mars 1997 portant nomination à la commission des écrivains, traducteurs et illustrateurs.

**JO n° 70 du 23 mars 1997**

Page 4552 - Arrêté du 20 mars 1997 autorisant au titre de l'année 1997 l'ouverture de concours pour le recrutement d'inspecteurs de la création et des

enseignements artistiques du ministère de la culture (femmes et hommes).

### **JO n° 71 des 24 et 25 mars 1997**

Page 4618 - Arrêté du 17 mars 1997 relatif à une situation administrative (administration centrale).

### **JO n° 72 du 26 mars 1997**

#### **Premier Ministre**

Page 4721 - Arrêté du 25 mars 1997 relatif à la mission d'étude sur la spoliation durant l'occupation des biens appartenant aux juifs résidant en France.

#### **Ministère de la culture**

Page 4737 - Arrêté du 26 février 1997 portant inscription à un tableau d'avancement (inspection générale des affaires culturelles).

Page 4737 - Arrêté du 11 mars 1997 portant nomination (Inspection générale des affaires culturelles).

Page 4737 - Arrêté du 13 mars 1997 fixant la liste des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

### **JO n° 73 du 27 mars 1997**

Page 4797 - Arrêté du 4 mars 1997 portant nomination au Conseil national de la danse.

Page 4797 - Arrêté du 11 mars 1997 portant admission à la retraite (enseignements artistiques).

### **JO n° 74 du 28 mars 1997**

Page 4831 - Loi n° 97-283 du 27 mars 1997 portant transposition dans le Code de la propriété intellectuelle des directives du Conseil des communautés européennes n° 93/83 du 27 septembre 1993 et 93/98 du 29 octobre 1993.

#### **Ministère de l'intérieur**

Page 4841 - Décret n° 97-285 du 25 mars 1997 modifiant le décret n° 75-432 du 2 juin 1975 instituant l'Office central pour la répression du vol d'oeuvres et d'objets d'art ainsi que l'article D 8-1 du Code de procédure pénale.

#### **Ministère de la culture**

Page 4847 - Décret n° 97-286 du 25 mars 1997 relatif à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un état membre de la Communauté européenne.

### **JO n° 75 du 29 mars 1997**

Page 4965 - Arrêté du 13 mars 1997 portant admission à la retraite (administration générale).

Page 4965 - Arrêtés du 13 mars 1997 portant admission à la retraite (enseignements artistiques).

## **AVRIL**

### **JO n° 77 des 31 mars, 1<sup>er</sup> et 2 avril 1997**

Page 5046 - Arrêté du 21 mars 1997 fixant le taux de calcul du soutien financier alloué aux entreprises de

production d'oeuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure en application des dispositions du 1 de l'article 5 du décret n° 59-733 du 16 juin 1959 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie cinématographique.

Page 5046 - Arrêté du 21 mars 1997 fixant pour l'année 1995 les taux définitifs de calcul du soutien financier alloué aux entreprises de production d'oeuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure en application des dispositions du 2 de l'article 5 du décret n° 59-733 du 16 juin 1959 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie cinématographique.

Page 5046 - Liste des immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques au cours de l'année 1996.

Page 5071 - Arrêté du 12 mars 1997 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Paris-la Défense.

Page 5071 - Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **JO n° 78 du 3 avril 1997**

Page 5128 - Décret du 1<sup>er</sup> avril 1997 portant délégation de signature (M. Dupuit Jean-Sébastien).

### **JO n° 79 du 4 avril 1997**

Page 5180 - Arrêté du 19 mars 1997 fixant la date des élections à une commission administrative paritaire (ingénieurs d'études de la mission de la recherche).

Page 5180 - Arrêté du 26 mars 1997 autorisant au titre de l'année 1997 l'ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture.

Page 5186 - Arrêté du 26 mars 1997 portant détachement (administration centrale).

### **JO n° 80 du 5 avril 1997**

page 5235 - Arrêté du 3 avril 1997 portant cessation de fonctions et nomination au cabinet du ministre.

### **JO n° 82 des 7 et 8 avril 1997**

Page 5338 - Arrêté du 28 mars 1997 modifiant l'arrêté du 21 juin 1990 modifié fixant les modalités des concours d'accès au corps de la conservation du patrimoine.

Page 5354 - Arrêté du 21 mars 1997 portant modification de l'arrêté du 19 décembre 1996 portant nomination du président et des membres du jury chargé de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome pour l'année 1997.

### **JO n° 83 du 9 avril 1997**

Page 5437 - Décret du 2 avril 1997 portant intégration (conservateurs du patrimoine).

### **JO n° 85 du 11 avril 1997**

Page 5532 - Arrêtés du 24 mars 1997 portant nomination à la commission prévue à l'article 2 de

l'arrêté du 12 juillet 1985 relatif à l'organisation dans les écoles d'architecture de formations autres que celle conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le gouvernement.

#### **JO n° 86 du 12 avril 1997**

Page 5592 - Arrêté du 6 mars 1997 relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme national d'arts et techniques et au diplôme national supérieur d'art plastique.

Page 5595 - Arrêté du 21 mars 1997 portant prorogation du mandat des membres de la commission des avances sur recettes aux oeuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure.

Page 5595 - Arrêté du 24 mars 1997 relatif au budget de l'Académie de France à Rome pour l'exercice 1997.

Page 5595 - Arrêté du 24 mars 1997 relatif au budget du Conservatoire national supérieur d'art dramatique pour l'exercice 1997.

Page 5595 - Arrêté du 26 mars 1997 modifiant l'arrêté du 3 décembre 1993 portant création de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des techniciens des services culturels et des bâtiments de France.

Page 5595 - Arrêté du 28 mars 1997 relatif au budget du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon pour l'exercice 1996.

Page 5595 - Arrêté du 28 mars 1997 relatif au budget du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon pour l'exercice 1997.

Page 5595 - arrêté du 28 mars 1997 relatif au budget de l'Ecole nationale du patrimoine pour l'exercice 1997.

Page 5595 - Arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1997 relatif au budget du musée national Jean-Jacques-Henner pour l'exercice 1995.

Page 5595 - Arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1997 portant approbation du compte financier du musée national Jean-Jacques-Henner pour l'exercice 1995.

Page 5595 - Arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1997 relatif au budget du musée Jean-Jacques-Henner pour l'exercice 1996.

Page 5602 - Arrêté du 21 mars 1997 portant admission à la retraite (inspection de la création et des enseignements artistiques).

Page 5602 - Arrêté du 2 avril 1997 portant nomination au Comité d'administration de la Comédie-française.

#### **JO n° 87 du 13 avril 1997**

Page 5647 - Arrêté du 14 février 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Paris-la Défense.

Page 5656 - Arrêté du 3 avril 1997 portant détachement (administration centrale).

#### **JO n° 88 des 14 et 15 avril 1997**

Page 5712 - Arrêté du 7 avril 1997 portant désignation en tant que cessionnaires du droit de reproduction par

reprographie de sociétés de perception et de répartition des droits.

Page 5719 - Arrêté du 22 mars 1997 portant admission à la retraite (administration générale).

#### **JO n° 89 du 16 avril 1997**

Page 5771 - Arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1997 portant nomination au Conseil de l'ordre des arts et des lettres.

Page 5771 - Arrêté du 11 avril 1997 portant cessation de fonctions et nomination au cabinet du ministre.

#### **JO n° 90 du 17 avril 1997**

Page 5837 - Arrêté du 20 mars 1997 portant acceptation d'un legs.

Page 5837 - Arrêté du 9 avril 1997 portant nomination à la Commission paritaire des publications et agences de presse.

Page 5837 - Arrêté du 9 avril 1997 portant renouvellement d'une taxe parafiscale au profit d'un fonds de soutien à l'expression radiophonique.

#### **JO n° 91 du 18 avril 1997**

Page 5878 - Arrêté du 7 avril 1997 portant déclaration d'utilité publique de l'étude archéologique préalable à l'extension de l'aéroport Charles-de-Gaulle (Ile-de-France).

Page 5896 - Arrêté du 2 avril 1997 portant admission à la retraite (enseignements artistiques).

Page 5896 - Arrêté du 7 avril 1997 portant nomination des membres du jury et des examinateurs spécialisés des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine organisés au titre de l'année 1997.

#### **JO n° 92 du 19 avril 1997**

Page 5948 - Arrêté du 8 avril 1997 portant attribution d'immeubles.

Page 5948 - Arrêté du 10 avril 1997 portant approbation du compte financier de l'établissement public du Centre de conférences internationales de Paris pour l'exercice 1996.

Page 5948 - Arrêté du 10 avril 1997 relatif au budget du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris pour l'exercice 1997.

Page 5955 - Décret du 14 avril 1997 portant nomination au Conseil supérieur de la langue française.

Page 5955 - Arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1997 portant nomination à la commission des avances sur recettes aux oeuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure.

Page 5955 - Arrêté du 14 avril 1997 portant nomination à la commission chargée de donner un avis en matière de soutien financier de l'Etat à la création et à la modernisation des salles de spectacles cinématographiques dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées.

**JO n° 93 du 20 avril 1997**

Page 6016 - Décret du 18 avril 1997 portant reconnaissance d'utilité publique et approbation des statuts de la Fondation du patrimoine.

**JO n° 94 des 21 et 22 avril 1997**

Page 6080 - Arrêté du 10 avril 1997 relatif au budget de l'Etablissement public du Grand Louvre pour l'exercice 1997.

Page 6080 - Arrêté du 11 avril 1997 relatif au budget de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle pour l'exercice 1997.

Page 6092 - Arrêté du 14 avril 1997 portant nomination à la Commission supérieure des monuments historiques.

**JO n° 96 du 24 avril 1997**

Page 6245 - Décret du 17 avril 1997 portant nomination (conservateurs généraux du patrimoine).

Page 6245 - Décret du 17 avril 1997 portant nomination (Inspection générale de l'administration des affaires culturelles).

Page 6245 - Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

**JO n° 98 du 26 avril 1997**

Page 6377 - Arrêtés du 27 mars 1997 portant nomination à la commission d'agrément instituée par l'article 2 de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art.

Page 6377 - Arrêté du 14 avril 1997 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles).

**JO n° 99 du 27 avril 1997****Fonction publique**

Page 6411 - Décret n° 97-411 du 25 avril 1997 modifiant le décret n° 70-79 du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D.

Page 6411 - Décret n° 97-412 du 25 avril 1997 modifiant le décret n° 90-715 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des agents des services techniques des administrations de l'Etat.

Page 6412 - Décret n° 97-413 du 25 avril 1997 modifiant le décret n° 90-714 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'ouvriers professionnels des administrations de l'Etat et aux corps de maîtres ouvriers des administrations de l'Etat.

Page 6412 - Décret n° 97-414 du 25 avril 1997 modifiant le décret n° 90-712 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents administratifs des administrations de l'Etat.

**JO n° 100 des 28 et 29 avril 1997**

Page 6487 - Arrêté du 21 avril 1997 modifiant l'arrêté du 5 juillet 1991 modifié portant création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des ingénieurs de recherche, ingénieurs d'études et techniciens de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 6488 - Arrêté du 21 avril 1997 modifiant l'arrêté du 9 septembre 1992 modifié portant création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des chefs de travaux d'art et des techniciens d'art du ministère chargé de la culture.

Page 6488 - Arrêté du 21 avril 1997 portant création de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture

Page 6497 - Liste des étudiants de l'école d'architecture et de paysage de Bordeaux ayant obtenu le diplôme de paysagiste DPLG.

**JO n° 101 du 30 avril 1997**

Page 6574 - Arrêté du 21 avril 1997 portant nomination à la Commission générale de terminologie et de néologie.

**Réponses aux questions écrites****Assemblée nationale****JO n° 9 du 3 mars 1997**

Réponses aux questions de :

M. Dominique Paillé sur le rôle de l'architecte des bâtiments de France.

(Question n° 46510-23.12.1997).

M. Michel Grandpierre sur la situation des agents des archives de France et celle des élèves de l'Ecole nationale des Chartes.

(Question n° 47045-13.01.1997).

M. Marc Le Fur sur la loi du 3 janvier 1977 qui réserve

aux architectes et aux maîtres d'oeuvres agréés un certain nombre de travaux.

(Question n° 47106-13.01.1997).

MM. Alain Gest et Patrick Balkany sur les actuelles négociations menées au siège de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

(Questions n° 47239-20.01.1997 ; 47349-20.01.1997).

MM. Gérard Larrat, Jacques Blanc et Raymond Couderc sur les préoccupations manifestées par les architectes à propos d'une réforme en préparation.

(Questions n° 47390-20.01.1997 ; 476391-20.01.1997 ; 47392-20.01.1997).

**JO N° 10 DU 10 MARS 1997**

Réponse à la question de :

M. Jacques Blanc sur les préoccupations manifestées par les architectes à propos d'une réforme en préparation.

(Question n° 47566-27.01.1997).

**JO N° 11 DU 17 MARS 1997**

Réponses aux questions de :

M. Jean-Pierre Abelin sur l'existence, depuis 1991 d'un mesure efficace de simplification des démarches administratives proposée par le Centre agréé d'aide à la gestion des emplois culturels.

(Question n° 46362-16.12.1996).

M. Olivier Guichard sur les droits perçus par la SACEM à l'occasion de certaines manifestations musicales.

(Question n° 47498-27.01.1997).

M. Claude Birraux sur le futur traité international en matière de droits des artistes interprètes.

(Question n° 47655-27.01.1997).

**JO N° 12 DU 24 MARS 1997**

Réponses aux questions de :

M. Michel Hunault sur la situation de la presse.

(Question n° 45452-25.11.1996).

MM. Yves Nicolin et Claude Birraux sur la création du chèque intermittents du spectacle.

(Questions n° 46615-23.12.1996 ; 47656-27.01.1997).

M. Laurent Fabius sur l'absence de cadre légal au financement de l'archéologie préventive.

(Question n° 47649-27.01.1997).

M. Michel Grandpierre sur les mesures à prendre afin de doter le pays d'un véritable service public oeuvrant pour la préservation du patrimoine archéologique national.

(Question n° 47879-03.02.1997).

Mme Odile Moirin sur le projet de réforme de la loi de 1977 régissant les professions d'architecte et maître d'oeuvre.

(Question n° 48108-10.02.1997).

M. Jean Briane sur la situation de l'actuelle réglementation en vigueur pour procéder à des fouilles archéologiques avant une construction.

(Question n° 48148-10.02.1997).

M. Harry Lapp sur la réflexion engagée par la direction de l'aménagement et de l'urbanisme sur la simplification des documents administratifs.

(Question n° 48262-10.02.1997).

M. Jean-Pierre Philibert sur la négociation de l'annexe 10 du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle.

(Question n° 18373-17.02.1997).

M. René Couveinhes sur la réforme engagée par l'UNEDIC du régime d'indemnisation chômage des

intermittents du spectacle.

(Question n° 48614-24.02.1997).

**JO N° 13 DU 31 MARS 1997**

Réponses aux questions de :

M. Denis Merville sur la promotion du multilinguisme.

(Question n° 43266-30.09.1996).

M. Daniel Soulage sur le projet de loi en préparation relatif à une réforme de la télévision publique.

(Question n° 43405-30.09.1996).

M. Edouard Landrain au sujet de la radiodiffusion télévisuelle de certains événements sportifs.

(Question n° 43724-07.10.1996).

M. René Chabot sur une expérience faite dans certaines régions de France qui consiste à diffuser les émissions en noir et blanc pour les postes de télévisions de plus de quinze ans.

(Question n° 46679-23.12.1996).

M. Jean-Louis Masson sur le fait que l'éventuelle destruction d'importants restes archéologiques à Rodez a suscité une émotion légitime chez tous les archéologues.

(Question n° 47636-27.01.1997).

M. Jean-Claude Lenoir sur la situation préoccupante des disquaires.

(Question n° 48034-10.02.1997).

M. Didier Mathus sur les problèmes de financement de l'archéologie préventive révélés par "l'affaire de Rodez".

(Question n° 482231-10.02.1997).

**JO N° 15 DU 14 AVRIL 1997**

Réponses aux questions de :

M. Michel Hannoun sur les difficultés d'accès à la documentation audiovisuelle pour le simple citoyen.

(Question n° 40862-08.07.1996).

M. Jean-Claude Mignon sur les difficultés rencontrées par les collectivités territoriales en ce qui concerne leur choix de politique culturelle.

(Question n° 47774-03.02.1997).

M. François-Michel Gonnot sur les conséquences du classement de certains espaces en "zones qui recèlent des vestiges archéologiques importants" et les conséquences qui en découlent pour les propriétaires des terrains ainsi classés.

(Question n° 48165-10.02.1997).

M. Joël Sarlot sur le projet de suppression du niveau départemental dans la procédure de protection au titre des monuments historiques.

(Question n° 48283-17.02.1997).

MM. Claude Gaillard, Renaud Muselier, Georges Sarre et Jean-Claude Lenoir sur la diminution des crédits affectés à la conservation du patrimoine et ses conséquences sur les entreprises de restauration des

monuments historiques.

(Questions n° 48633-24.02.1997 ; 48634-24.02.1997 ; 48687-24.02.1997 ; 48734-24.02.1997).

M. Georges Sarre sur les deux aqueducs anciens mis à jour récemment dans la zone d'aménagement concerté Alésia-Montsouris (14<sup>e</sup> arr.).  
(Question n° 48677-24.02.1997).

M. Daniel Soulage sur la situation des postulants à l'agrément en architecture.  
(Question n° 48845-03.03.1997).

M. Bruno Retailleau sur la situation difficile créée par la perception des droits d'auteur et de droits voisins, lors d'utilisation d'oeuvres musicales, pour les associations caritatives.  
(Question n° 48897-03.03.1997).

M. André Droitcourt sur la réforme des conservations départementales des objets mobiliers.  
(Question n° 49124-10.03.1997).

M. Louis Lauga sur les problèmes posés par la législation sur la reprographie, notamment pour les écoles de musique et les sociétés de musique composées d'amateurs et gérées par des bénévoles.  
(Question n° 49241-10.03.1997).

#### **JO n° 16 du 21 avril 1997**

Réponses aux questions de :

M. Patrice Martin-Lalande sur le monopole dont bénéficie la société TDF en matière de diffusion des programmes des sociétés nationales du secteur audiovisuel.  
(Question n° 44125-21.10.1996).

M. Pierre Lequiller sur la perspective de la fusion de la CLT, maison mère de RTL, première radio de notre pays par le nombre de ses auditeurs, et des activités audiovisuelles du groupe allemand Bertelsmann.  
(Question n° 45001-11.1.1996).

M. Michel Hannoun sur la nécessité d'associer des représentants des associations de téléspectateurs à la mise en oeuvre de la nouvelle signalétique relative aux programmes télévisuels violents.  
(Question n° 45825-02.12.1996).

Mme Ségolène Royal sur l'insuffisance de la signalétique adoptée aujourd'hui par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.  
(Question n° 45880-02.12.1996).

M. Jean-Claude Lenoir sur les effets très préjudiciables de la violence à la télévision.  
(Question n° 46361-16.12.1996).

M. Jean-Marc Nesme sur le projet annoncé dans la presse concernant la création de la future chaîne WID-TV.  
(Question n° 46652-23.12.1996).

M. Alain Griotteray sur les conditions de la retransmission de l'intervention du Président de la République le jeudi

12 décembre dernier.

(Question n° 46754-30.12.1996).

M. Georges Hage sur les contraintes, tant juridiques qu'économiques, de plus en plus lourdes que rencontrent les télévisions locales câblées.  
(Question n° 47132-13.01.1997).

M. Christian Vanneste sur les conditions de protection de l'enfance et de l'adolescence à la télévision.  
(Question n° 47227-20.01.1997).

M. Philippe Mathot sur la mise en service d'émetteurs destinés à améliorer la desserte du 5<sup>e</sup> réseau.  
(Question n° 47434-27.01.1997).

Mme Ségolène Royal sur les difficultés posées par les choix budgétaires portés par le Gouvernement au service public de l'audiovisuel.  
(Question n° 47621-27.01.1997).

MM. Jean-Louis Masson, Paul Quilès, Martin Malvy, Jean Glavany et Jacques Floch sur la décision d'autoriser la construction d'un projet immobilier sur un site archéologique révélant ainsi la situation de l'archéologie préventive.  
(Questions n° 47637-27.01.1997 ; 48442-17.02.1997 ; 48443-17.02.1997 ; 48448-17.02.1997 ; 48449-17.02.1997).

Mme Bernadette Isaac-Sibille sur les conditions de protection de l'enfance face à la banalisation de la violence à la télévision.  
(Question n° 47651-27.01.1997).

M. Daniel Pennec sur les effets néfastes de la violence à la télévision.  
(Question n° 47720-27.01.1997).

M. François Asensi sur l'augmentation de 10 % des droits d'entrée dans les différents établissements publics qui dépendent du ministère de la culture.  
(Question n° 47752-03.02.1997).

M. Michel Fromet sur l'inquiétante désaffection du public pour les musées.  
(Question n° 47855-02.02.1997).

M. Jean-Louis Masson sur le fait qu'à plusieurs reprises, il lui a indiqué qu'une réflexion était engagé au sujet des conditions d'octroi de l'agrément de la commission paritaire de la presse dans le cas des journaux à caractère politique.  
(Question n° 47940-03.02.1997).

M. Jean-Louis Masson sur le fait que les aides publiques pour le transport des journaux par La Poste sont en constante réduction.  
(Question n° 47942-03.02.1997).

Mme Catherine Nicolas sur le dispositif de signalétique antiviolence à la télévision.  
(Question n° 48209-10.02.1997).

M. Léonce Deprez sur l'intérêt et l'importance qui s'attachent à la sauvegarde des sites archéologiques.  
(Question n° 48362-17.02.1997).



M. Claude Girard concernant les mesures prises en vue du financement de l'archéologie préventive.

(Question n° 48474-17.02.1997).

M. Gérard Boche sur l'impact de la violence à la télévision sur les enfants.

(Question n° 48782-24.02.1997).

M. Jacques Le Nay sur la banalisation de la violence à la télévision.

(Question n° 48787-24.02.1997).

M. Maurice Ligot sur les efforts insuffisants faits par les différentes chaînes de télévision en direction des déficients auditifs.

(Question n° 48857-03.03.1997).

MM. Joseph Klifa, Dominique Bousquet, Martin Malvy et Louis de Broissia sur les inquiétudes des professionnels de la restauration et de la conservation du patrimoine.

(Questions n° 49202-10.03.1997 ; 49403-17.03.1997 ; 49612-17.03.1997 ; 49651-17.03.1997).

M. Thierry Mariani sur la préservation du prieuré de Montaut.

(Question n° 49281-10.03.1997).

M. Georges Sarre sur la place de la Concorde.

(Question n° 49295-10.03.1997).

M. Jacques Péliard sur le fonctionnement et le financement des fouilles archéologiques de sauvetage.

(Question n° 49476-17.03.1997).

M. Jean-François Calvet sur les préoccupations des services régionaux de l'archéologie face aux difficultés qu'ils rencontrent pour faire appliquer la loi du 27 septembre 1941 relative aux fouilles archéologiques.

(Question n° 49681-17.03.1997).

M. Charles Ehrmann sur le gel du budget de la restauration des monuments historiques.

(Question n° 49751-24.03.1997).

M. Marc-Philippe Daubresse sur les dérives et les excès de la loi de janvier 1995 qui interdit la représentation en public d'une cassette audiovisuelle enregistrée à partir d'une émission de télévision ou d'un vidéogramme enregistré acheté dans le commerce.

(Question n° 49815-24.03.1997).

M. Joël Hart sur le malaise qui règne actuellement parmi les archéologues.

(Question n° 50051-31.03.1997).

M. Denis Merville sur l'importance et l'intérêt qui s'attachent à la sauvegarde des sites archéologiques.

(Question n° 50223-31.03.1997).

**Sénat**

### **JO n° 10 du 6 mars 1997**

Réponses aux questions de :

M. Emmanuel Hamel sur le souhait exprimé dans le rapport intitulé "pour une refondation de la politique

culturelle" qui lui a été remis le 18 octobre dernier que "la lutte contre l'illettrisme soit à l'avenir coordonnée avec son ministère, ou à tout le moins, considéré comme une cause culturelle".

(Question n° 19772-26.12.1996).

M. Jean-Jacques Hyst sur les graves inquiétudes ressenties par la profession d'architecte concernant l'avant-projet de loi portant réforme du permis de construire.

(Question n° 19884-16.01.1997).

M. Bernard Barbier sur l'administration des monnaies et médailles.

(Question n° 20149-30.01.1997).

M. Joseph Ostermann sur les vives préoccupations de la professions d'architecte au sujet de l'avant-projet de loi portant réforme du permis de construire.

(Question n° 20287-06.02.1997).

### **JO n° 11 du 13 mars 1997**

Réponses aux questions de :

M. Marcel Vidal sur le grave problème que constitue l'évasion des chefs-d'oeuvre de l'art français.

(Question n° 19571-19.12.1996).

M. Emmanuel Hamel sur la création, en juillet dernier d'une commission générale de terminologie et de néologie.

(Question n° 19837-02.01.1997).

M. Georges Mouly sur les difficultés de trésorerie que rencontrent certaines associations.

(Question n° 20115-23.01.1997).

M. Alfred Foy sur les difficultés rencontrées par les agents des services régionaux de l'archéologie lorsqu'ils sont chargés d'instruire les certificats d'urbanisme, autorisations de construire, de démolir ou de lotir.

(Question n° 20424-06.02.1997).

### **JO n° 12 du 20 mars 1997**

Réponse à la question de :

M. Georges Guillot sur la position du gouvernement à l'égard des propositions avancées par le gouvernement américain dans le cadre des négociations de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

(Question n° 20414-06.02.1997).

### **JO n° 13 du 27 mars 1997**

Réponses aux questions de :

M. Emmanuel Hamel sur la constatation faite dans le rapport de la Cour des comptes sur "les musées nationaux et les collections nationales d'oeuvres d'art".

(Question n° 20081-23.01.1997).

M. Emmanuel Hamel sur le rapport de la Cour des comptes sur "les musées et les collections nationales d'oeuvres d'art" qui déplore "qu'un nombre important d'oeuvres d'art en dépôt à l'extérieur des musées nationaux ait échappé à la vigilance des responsables auxquels elles avaient été confiées".

(Question 20083-23.01.1997).

M. Ivan Renar sur la destruction de vestiges archéologiques à Rodez.

(Question n° 20294-06.02.1997).

Mme Marie-Claude Beaudeau sur le maintien des responsabilités des architectes afin de maintenir la qualité architecturale des bâtiments.

(Question n° 20515-13.02.1997).

M. Jacques Legendre sur la situation de l'archéologie.

(Question n° 20554-13.02.1997).

M. Michel Sergent sur le profond malaise qui secoue actuellement l'archéologie française.

(Question n° 20572-13.02.1997).

M. Georges Gruillot sur les conclusions avancées dans le rapport de la commission d'étude de la politique culturelle de l'Etat.

(Question n° 20654-20.02.1997).

#### **JO n° 14 du 3 avril 1997**

Réponses aux questions de :

Mme Danielle Bidard-Reydet sur le devenir des radios associatives émettant sur la bande FM.

(Question n° 18326-24.10.1996).

M. Jean-Luc Mélançon sur la situation des chaînes locales de télévision câblées.

(Question n° 19498-19.12.1996).

M. Philippe Richert sur les métiers des supports culturels enregistrés en situation d'appauvrissement grandissante.

(Question n° 20453-13.02.1997).

M. Georges Gruillot sur la situation professionnelle des facteurs d'orgues.

(Question n° 20463-13.02.1997).

#### **JO n° 15 du 10 avril 1997**

Réponses aux questions de :

M. Jean-Patrick Courtois sur les difficultés grandissantes du marché de l'art.

(Question n° 20454-13.02.1997).

MM. Roger Rigaudière et Jean-Jacques Hyst sur le projet de décret réformant la commission départementale des objets mobiliers.

(Questions n° 20695-27.02.1997 ; 20696-27.02.1997).

M. Philippe Madrelle sur le problème posé par la loi sur la reprographie aux chorales pour la plupart associatives.

(Question n° 20845-27.02.1997).

M. Georges Gruillot sur les inquiétudes que suscitent le projet visant à ne rendre obligatoire le permis de construire de maison individuelle en lotissement que dans le cas où celle-ci serait d'une superficie supérieure à 250 mètres carrés.

(Question n° 20946-06.03.1997).

M. Philippe Darniche sur la situation difficile créée par la perception des droits d'auteur et droits voisins de

l'utilisation d'oeuvres musicales pour les associations caritatives.

(Question n° 21138-13.03.1997).

#### **JO n° 16 du 17 avril 1997**

Réponses aux questions de :

MM. Jean-Paul Delvoye, Serge Mathieu et Bernard Joly sur la nécessité de mettre en place une réglementation de l'archéologie préventive.

(Questions n° 20601-20.02.1997 ; 21021-13.03.1997 ; 21066-13.03.1997).

MM. Daniel Eckenspieller, Guy Lemaire, Bernard Dussaut et Joseph Ostermann sur l'avenir du patrimoine architectural.

(Questions n° 21405-27.03.1997 ; 21440-27.03.1997 ; 21475-27.03.1997 ; 21559-27.03.1997).

#### **JO n° 17 du 24 avril 1997**

Réponses aux questions de :

M. Michel Sergent sur la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel de modifier le régime publicitaire de TF1.

(Question n° 17229-22.08.1996).

M. Michel Hamel sur les propos tenus par le délégué général de la société civile des auteurs-réalisateurs-producteurs du 28 septembre 1996.

(Question n° 18628-07.11.1996).

M. Marcel Debarge sur les attaques répétées subies par le service public de la télévision.

(Question n° 18887-21.11.1996).

M. Marcel Debarge sur la construction du siège social de France Télévision.

(Question n° 18957-21.11.1996).

M. Serge Mathieu sur la suite à réserver au récent rapport du Commissariat général au plan sur les technologies nouvelles de l'information.

(Question n° 19228-05.12.1996).

M. René Rouquet sur les attaques répétées subies par le service public de la télévision.

(Question n° 19278-05.12.1996).

M. Bernard Barbier sur l'impact de la violence à la télévision sur les enfants.

(Question n° 19705-26.12.1996).

M. Bernard Barbier sur la signalétique qui vient d'être adoptée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(Question n° 19706-26.12.1996).

M. Bernard Barbier sur le fait que certaines chaînes de télévision étrangères diffusent en toute quiétude sur nos écrans, en vertu du principe de rattachement juridique au pays d'émission, des programmes dont la moralité est douteuse.

(Question n° 19707-26.12.1996).

M. Bernard Barbier sur la violence à la télévision.

(Question n° 19708-26.12.1996).

M. Emmanuel Hamel sur la constatation faite dans le rapport intitulé "pour une refondation de la politique culturelle" que "le cinéma est encore bien peu présent à l'école".

(Question n° 19773-26.12.1996).

M. Louis Minetti à propos de l'émission Vaqui de France 3 Méditerranée.

(Question n° 19813-02.01.1997).

M. Roger Besse sur le désenclavement culturel et audiovisuel du département du Cantal.

(Question n° 20024-23.01.1997).

M. Emmanuel Hamel sur la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques.

(Question n° 20079-23.01.1997).

M. Emmanuel Hamel sur l'information selon laquelle les chaînes publiques de télévision éprouvent encore des réticences à confier la présentation des grands journaux télévisés aux femmes.

(Question n° 20080-23.01.1997).

M. Emmanuel Hamel sur le forum du cinéma européen.

(Question n° 20217-30.01.1997).

M. Emmanuel Hamel sur le programme communautaire Média.

(Question n° 20128-30.01.1997).

M. Philippe Richert sur les projets de modification du décret du 27 avril 1995 portant création de l'Etablissement

public du musée et du domaine de Versailles.

(Question n° 20315-06.02.1997).

M. Bernard Barbier sur l'impact de la banalisation de la violence à la télévision sur les enfants.

(Question n° 20406-06.02.1997).

M. Marcel Vidal sur les problèmes fiscaux qui menacent les associations culturelles décentralisées.

(Question n° 20611-20.02.1997).

M. Pierre Lafitte sur ce qui est couramment appelé le 1% culturel.

(Question n° 20617-20.02.1997).

M. Georges Gruillot sur le bilan de l'application de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques.

(Question n° 21179-13.03.1997).

MM. Georges Gruillot et Marcel Charmant sur le plan d'économies touchant le patrimoine.

(Questions n° 21182-13.03.1997 ; 21318-20.03.1997).

M. Alain Dufaut sur l'urgence attachée à l'amélioration du système actuel de restauration des monuments historiques.

(Question n° 21232-20.03.1997).

M. Gérard Fayolle sur le château de Bridoire, actuellement dans un grave état de délabrement.

(Question n° 21292-20.03.1997).

## Divers

### **Circulaire du premier ministre du 9 mai 1997 relative aux règles d'organisation des administrations centrales et des services à compétence nationale et de délégation de signature des ministres (Journal officiel des 9 et 10 mai 1997, n° 108).**

Le Premier ministre à Mesdames et Messieurs les ministres, ministres délégués et secrétaires d'Etat.

Références : décret n° 87-389 du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services d'administration centrale ; décret n° 87-390 du 15 juin 1987 modifiant le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté leur signature ; décret n° 97-463 du 9 mai 1997 modifiant la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la république et le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ; décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale.

Abrogation : circulaire du 15 juin 1987 relative à l'organisation des administrations centrales et à la délégation de signature des ministres.

Les dispositions des décrets n° 87-389 et 87-390 du 15

juin 1987 relatifs respectivement à l'organisation des services d'administration centrale et aux règles de délégation de signature des ministres demeurent applicables. Néanmoins, leurs modalités d'application, qu'avait précisé la circulaire du 15 juin 1987, doivent être revues compte tenu des orientations retenues pour la réorganisation des administrations centrales dans le cadre de la réforme de l'Etat.

Par ailleurs, le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale fournit le cadre juridique adapté pour faire prendre en charge, par des services organisés de manière appropriée, les missions qui, bien que présentant un caractère national et ne pouvant, dès lors, être déconcentrées, ne relèvent pas du champ des compétences des administrations centrales.

#### **LES RÈGLES D'ORGANISATION DES ADMINISTRATIONS CENTRALES**

Conformément aux principes arrêtés dans le cadre de la réforme de l'Etat, l'organisation des administrations centrales doit tendre à :

- répartir les attributions entre quelques grandes unités homogènes aux compétences bien définies ;
- favoriser la constitution de circuits d'information

simples et cohérents ;

- en présence de besoins nouveaux, adapter les structures existantes plutôt que d'en créer de nouvelles.

Sur le premier point, les grandes unités à recomposer ou à mettre en place doivent être l'outil des principales politiques publiques dont vous avez la charge. Il faut éviter absolument le morcellement des attributions entre des structures trop nombreuses qui sont un obstacle à la clarté des missions, à la cohérence et à la compréhension de l'action de l'Etat et à sa capacité d'arbitrage.

De manière générale, la réorganisation des administrations centrales et leur recentrage sur leurs missions essentielles doit conduire à une simplification de leur organisation et à une réduction du nombre d'échelons hiérarchiques.

La présente circulaire a pour objet d'assouplir les règles de fond et de procédure prévues par la circulaire du 15 juin 1987.

### 1. Les règles de fond

En application du décret n° 87-389 du 15 juin 1987 :

- L'organisation de l'administration centrale de chaque ministère en directions générales, directions et services est fixée par décret en Conseil d'Etat ;

- L'organisation des directions générales, directions et services des administrations centrales en sous-directions est fixée par arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre concerné ;

- L'organisation des sous-directions fait l'objet d'un arrêté du ministre compétent.

Ces règles seront mises en oeuvre selon les principes ci-après énoncés pour chaque type de structures.

#### a) Les directions générales et directions

Le maintien, ou la création, d'une direction générale peut être envisagée lorsqu'il est nécessaire de regrouper plusieurs directeurs sous l'autorité d'un directeur général, ou bien, à titre exceptionnel, lorsque les effectifs ou les attributions d'une direction sont particulièrement importants. Je rappelle, à cet égard, qu'il n'y a pas de différence de régime juridique entre l'emploi de directeur général et celui de directeur.

#### b) Les services

Un service est, en principe, directement rattaché au ministre. Une telle structure a vocation à remplir une mission commune à l'ensemble des directions d'un ministère.

A cet égard, lorsque le maintien ou la création d'une structure d'administration centrale, dépendant directement de votre autorité, autre qu'une direction générale ou qu'une direction, s'avère nécessaire, il conviendra de la regarder comme un service, quelle que soit son appellation, pour l'application du décret n° 87-389 du 15 juin 1987. Son existence doit être prévue par décret en Conseil d'Etat.

Néanmoins, lorsqu'une direction générale, ou direction,

importante par ses missions ou ses effectifs, justifie le maintien ou la création d'un service en son sein; une dérogation peut être admise à la règle de rattachement direct des services au ministre. Dans ce cas, l'existence du service considéré est prévue par arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre compétent.

#### c) Les sous-directions

A la différence de ce qu'avait prévu la circulaire du 15 juin 1987, chaque ministre pourra organiser par arrêté les sous-directions de son administration centrale de la manière qui lui paraîtra la plus appropriée. Néanmoins, l'organisation en bureaux pourra être maintenue si vous le jugez préférable.

Cet assouplissement est commandé par l'évolution des missions des administrations centrales telle qu'elle a été rappelée ci-dessus. Le rôle qui est désormais le leur n'implique plus nécessairement la structure hiérarchisée traditionnelle des sous-directions en bureaux.

Lorsqu'une structure du niveau de celles visées aux points a, b et c ci-dessus doit être créée, ou maintenue, à titre exceptionnel, sous une autre dénomination que celle de direction, service ou sous-direction (par exemple, délégation), les règles qui régissent les directions, services et sous-directions demeurent applicables.

Par ailleurs, il vous est possible de prévoir, dans le cadre de la réorganisation de votre administration centrale, qu'un directeur sera en position d'adjoint auprès d'un directeur général.

Je rappelle qu'une direction, un service ou une sous-direction ne peut être créé que si l'emploi budgétaire correspondant de directeur, de chef de service ou de sous-directeur existe et que le décret n° 55-1226 du 19 septembre 1955 modifié relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de chef de service, de directeur adjoint et de sous-directeur des administrations centrales de l'Etat doit être strictement respecté.

Enfin, le décret d'organisation ne doit pas se limiter à nommer les directions et services qu'il énumère. Il doit aussi en préciser brièvement leurs missions. Il en va de même, s'agissant de l'arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre concerné, pour les sous-directions et de l'arrêté ministériel organisant les sous-directions. Les organigrammes qui résultent des textes d'organisation doivent permettre d'identifier les responsables des unités que ces textes organisent ou des missions qu'ils mettent en place.

### 2. Règles de procédure

Lorsque vous serez amené à modifier les structures de votre administration centrale, vous vous rapprocherez, avant même la préparation des projets de décrets ou d'arrêtés, du ministre chargé de la réforme de l'Etat et de la fonction publique qui est particulièrement chargé de veiller à la bonne mise en oeuvre des orientations que j'ai retenues et qui, en vertu de leur décret d'attribution, contresigne ces textes.

Contrairement aux dispositions du décret n° 82-452 du

28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires, vous soumettrez au comité technique paritaire de votre département le projet de décret d'organisation du ministère ainsi que les projets d'arrêté interministériel organisant les directions et services en sous-directions et d'arrêté organisant les sous-directions.

L'arrêté interministériel relatif à l'organisation des directions et services qui vous sont directement rattachés en sous-directions, ainsi que l'arrêté ministériel fixant l'organisation des sous-directions feront l'objet d'une publication au journal officiel.

## II. RÉGLES DE CRÉATION ET D'ORGANISATION DES SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE

Il existe dans de nombreux ministères des missions de gestion, d'études techniques, de production de biens ou de prestation de services, ainsi que d'autres missions à caractère opérationnel, qui n'entrent pas dans le rôle des administrations centrales tel qu'il est défini par le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration.

Il s'agit de missions qui présentent un caractère national et ne peuvent être, par conséquent, déconcentrées au niveau territorial.

Or jusqu'à une date récente, les textes relatifs à l'organisation des administrations civiles de l'Etat ne prévoyaient ni l'existence de ces services ni leur place dans cette organisation.

En conséquence, le décret n° 97-463 du 9 mai 1997, modifiant la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République et le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration, a prévu, dans l'organisation des administrations civiles de l'Etat, l'existence des services à compétence nationale.

Ce décret est intervenu après que le Conseil constitutionnel a déclaré le caractère réglementaire des dispositions de l'article 2 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 par décision n° 97-180 I du 21 janvier 1997.

Le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale a prévu les modalités de création de ces services, ainsi que certaines règles relatives à leur organisation et à leur fonctionnement.

Il est applicable aux services du ministre de la défense.

Pour mener à bien la réorganisation des administrations centrales, le cadre juridique désormais fourni par les services à compétence nationale doit constituer un instrument qui facilitera la redéfinition des missions de vos administrations centrales, conformément aux textes en vigueur, c'est-à-dire la conception, l'animation, et l'évaluation des politiques publiques ainsi que la législation, et la redéfinition de leurs structures.

La création de services à compétence nationale obéira à un certain nombre de règles précisées ci-après.

### 1. La création des services à compétence nationale

Les règles de création sont prévues par l'article 2 du décret n° 97-464 du 9 mai 1997 précité.

Le dispositif fixé par ce texte est pragmatique et ménage toute la souplesse nécessaire pour permettre de choisir, pour les services centraux que vous déciderez d'ériger en service à compétence nationale, la formule la plus appropriée aux objectifs poursuivis.

Cette souplesse se traduit dans le fait que l'article 2 du décret consacre deux formules alternatives de création de services à compétence nationale.

D'une part, au premier alinéa de l'article 2, est prévu un régime de large autonomie. Il s'agit des services à compétence nationale placés directement sous votre autorité : ils sont créés par décret en Conseil d'Etat. Etant ainsi créés, les responsables de ces services peuvent bénéficier d'une délégation de pouvoir.

D'autre part, a été prévue l'hypothèse d'une autonomie moins importante qui peut être jugée plus adaptée dans certains cas. Il s'agit des services qui sont placés sous l'autorité d'un directeur d'administration centrale, d'un chef de service ou d'un sous-directeur : ils sont créés par arrêté conjoint du ministre dont ils relèvent, du ministre chargé de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et du ministre chargé du budget. Leur responsable peut bénéficier d'une délégation de signature.

Toutefois, s'il apparaît nécessaire qu'un service à compétence nationale non rattaché directement au ministre exerce des compétences par délégation de celui-ci, il sera créé par décret en Conseil d'Etat.

Je vous précise, enfin, que les services à compétence nationale qui dépendent de votre administration devront apparaître distinctement dans les textes d'organisation de votre département ministériel. Ceux-ci devront clairement séparer les structures d'administration centrales et les services à compétence nationale. Lorsque les textes seront distincts, ce qui est a priori souhaitable, les actes réglementaires de création de services à compétence nationale et ceux de réorganisation de votre administration centrale devront être concomitants.

### 2. Les missions des services à compétence nationale

Les types de mission qui peuvent être confiées aux services à compétence nationale sont définies à l'article 1er du décret n° 97-464 du 9 mai 1997.

Il est nécessaire tout d'abord que ces missions présentent un caractère national et que, par suite, elles ne puissent être déconcentrées.

Ces missions doivent, en outre, relever d'une des catégories suivantes : fonctions de gestion, d'études techniques ou de formation, activités de production de biens ou de prestation de services, ainsi que toutes les autres missions à caractère opérationnel n'entrant pas dans le rôle des administrations centrales. Les textes qui portent création des services à compétence nationale doivent définir précisément les missions qui leur sont confiées. L'organisation interne des services à compétence nationale sera fixé par arrêté ministériel au moins dans ses grandes lignes.

S'agissant des compétences qui peuvent être dévolues

aux services à compétence nationale, le décret n° 97-463 du 9 mai 1997, modifiant la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République et le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration, a apporté deux compléments au décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles :

D'une part, en complétant le deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 15 janvier 1997 par la mention des chefs de services à compétence nationale, il a maintenu en vigueur les dispositions qui donnent compétence en matière de décisions administratives individuelles aux services à compétence nationale existant antérieurement à sa publication.

D'autre part, en complétant, par une mention identique, le 2<sup>e</sup> de l'article 2 de ce décret, il permet, par décret en Conseil d'Etat, de confier à de futurs services à compétence nationale le pouvoir de prendre des décisions administratives individuelles entrant dans le champ des compétences qui leur sont confiées.

Vous pourrez en outre déléguer votre signature aux chefs des services à compétence nationale que vous créerez, aux fins de prendre certaines décisions administratives individuelles que le Gouvernement aura décidé de maintenir au plan central. En vertu des dispositions du 1<sup>er</sup> de l'article 2 du décret du 15 janvier 1997, il est en effet possible de déroger au principe de déconcentration des décisions individuelles par décret en Conseil d'Etat et en conseil des ministres.

Par ailleurs, la circonstance qu'une structure d'administration centrale existante remplit à la fois des tâches d'administration centrale et d'autres de service à compétence nationale ne doit pas faire obstacle à sa transformation en service à compétence nationale. L'analyse des missions et des moyens doit permettre de déterminer la bonne ligne de partage qui se traduira par une définition précise des missions confiées au service à compétence nationale.

Enfin, la création d'un service à compétence nationale ne doit avoir aucune incidence sur l'organisation des services déconcentrés et leurs relations avec les préfets telles qu'elles résultent des décrets n° 82-389 et 82-390 du 10 mai 1982, relatifs, respectivement, aux pouvoirs du préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département, et aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics. En tout état de cause la mission de pilotage des services déconcentrés est une fonction d'administration centrale et ne peut être dévolue à un service à compétence nationale.

### 3. Les conditions de gestion des services à compétence nationale

L'action des services à compétence nationale s'inscrit dans le cadre des objectifs que leur fixe le ministre ou l'administration centrale auxquels ils sont rattachés.

Le texte portant création d'un service à compétence

nationale doit être accompagné d'un document présentant une description du mode de gestion qui sera mis en oeuvre. Ce rapport portera sur trois aspects au moins : on y trouvera d'une part une description complète des missions que le service devra remplir, ensuite une définition des résultats attendus et des outils de compte-rendu de ces résultats, enfin la méthode retenue pour définir les ressources allouées au service.

Les services créés dans les conditions fixées par le premier alinéa de l'article 2 du décret n° 97-464 du 9 mai 1997 par décret en Conseil d'Etat peuvent bénéficier d'une large autonomie de gestion, dès lors que leur responsable est titulaire d'une délégation de pouvoir et qu'il est ordonnateur secondaire. Lorsque la nature des missions et leur importance le justifient, la formule du budget annexe, ou celle du compte de commerce, peut être envisagée dans les conditions prévues par les lois et règlements. Les formules inspirées des centres de responsabilité et des contrats de service peuvent également être utilisées. Dans ces derniers cas, les relations entre le service et l'autorité dont il relève seront décrites dans un contrat, qui pourra avoir un caractère pluriannuel.

Pour les services créés dans les conditions fixées par le deuxième alinéa de l'article 2 du décret n° 97-464 du 9 mai 1997, le responsable peut bénéficier d'une simple délégation de signature ; son autonomie de gestion sera plus limitée.

Au cas par cas, selon la nature des missions exercées et le degré d'autonomie que vous souhaitez donner au service concerné, vous choisirez la formule la plus appropriée.

Pour ceux de ces services qui n'atteignent pas la taille critique autorisant une réelle capacité de gestion, sans surcoût par rapport à la situation antérieure, et qui sont implantés hors de l'agglomération parisienne, des modalités particulières de gestion seront définies, en relation avec les services déconcentrés du ministère concerné.

Selon les cas, le contrôle financier pourra être exercé soit au niveau central, soit au niveau déconcentré. Les modalités d'exercice du visa seront définies par le contrôleur financier en liaison avec l'ordonnateur du service. Elles seront modulées en fonction des enjeux budgétaires et de la qualité de la gestion du service. L'usage d'engagements globaux sera réservé aux crédits pour lesquels la gestion actuelle et prévisionnelle repose sur les outils de gestion fiables et efficaces.

### 4. Les conditions de nomination et les pouvoirs du responsable du service à compétence nationale

Les conditions de nomination du responsable du service sont déterminées par les textes régissant l'emploi affecté à cette fonction.

Afin notamment de permettre que les services à compétence nationale puissent comporter certains emplois de direction, l'article 4 du décret n° 97-464 du 9 mai 1997 portant dispositions générales relatives aux services à compétence nationale a complété le décret

n° 55-1226 du 19 septembre 1955 en y mentionnant explicitement les services à compétence nationale.

En application des dispositions des articles 63 et 64 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, le responsable du service à compétence nationale peut, le cas échéant, avoir la qualité d'ordonnateur secondaire ou d'ordonnateur délégué de l'ordonnateur principal, selon le degré d'autonomie budgétaire que l'on souhaite lui confier. Il suffit que cela soit prévu par le règlement de comptabilité du ministère concerné.

### 5. Les personnels des services à compétence nationale

La transformation en service à compétence nationale d'un service appartenant actuellement à une administration centrale n'affecte pas la situation statutaire et indemnitaire des agents concernés.

### 6. Les comités techniques paritaires

Le comité technique paritaire compétent pour un service à compétence nationale est celui institué en application de l'article 3 du décret n° 82-452 du 28 mai 1982.

Toutefois, en application de l'article 4 de ce même décret, vous pourrez mettre en place un comité technique paritaire spécial lorsque vous le jugerez utile, notamment pour les services à compétence nationale qui vous sont directement rattachés et dont l'importance ou la nature le justifie.

Dans différents départements ministériels certaines missions sont d'ores et déjà confiées à des services qui ont une compétence nationale et qui ne sont pas incorporés dans les administrations centrales. Ces services ont été institués par décret, ou arrêté, et portent des dénominations variables.

Ils constituent des services à compétence nationale au sens du dispositif du décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale.

Les adaptations commandées par les textes généraux désormais applicables aux services à compétence nationale devront être prises, selon le cas de figure, par décret en Conseil d'Etat ou par arrêté interministériel.

De manière générale pour vous aider à déterminer les fonctions qui sont confiées aux services à compétence nationale, j'ai demandé au Commissariat à la réforme de l'Etat de vous apporter son concours. Vous ferez appel à lui avant même la préparation des projets de décret ou d'arrêté qui transformeront certaines structures en services à compétence nationale, ou compléteront les

dispositions existantes les concernant.

J'insiste sur l'importance que j'attache à ce que, au terme de cet exercice, l'Etat soit doté d'une organisation administrative claire traçant des limites précises entre les administrations centrales, les services à compétence nationale et les services déconcentrés au niveau territorial. A cette fin vous établirez un organigramme général de votre département ministériel que vous adresserez au secrétaire général du Gouvernement.

Pour le reste la procédure prévue au I.1 est applicable.

### **III. RÈGLES APPLICABLES AUX DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE DES MINISTRES**

Je rappelle que le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié constitue le complément nécessaire des décrets n° 87-389 relatif à l'organisation des administrations centrales et n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale. Il soumet en effet au respect des règles d'organisation hiérarchique fixées par les décrets et arrêtés d'organisation des administrations centrales et des services à compétence nationale, les délégations de signature ministérielle.

1. Le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 portant dispositions générales relatives aux services à compétence nationale a modifié le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié, de manière à mentionner explicitement cette catégorie de services. De même, le décret n° 88-91 du 27 janvier 1988 autorisant le ministre de la défense à déléguer par arrêté sa signature a été modifié dans le même sens.

2. Pour le reste des dispositions du décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 demeurent applicables.

Ainsi, les dispositions relatives à la délégation de signature ministérielle aux directeurs, directeurs adjoints et chefs de cabinet sont maintenues dans leur principe. Je rappelle qu'elles ne vous permettent de déléguer votre signature au directeur, directeur adjoint et chef de votre cabinet que dans les matières où vous n'avez pas déjà donné délégation aux fonctionnaires de vos administrations centrales (affaires dépassant la compétence d'une seule direction par exemple). En dehors de ce cas, l'utilisation de la délégation par votre directeur, directeur adjoint ou chef de cabinet entacherait d'incompétence l'acte signé en votre nom. Vous veillerez donc, afin d'éviter des risques contentieux dont l'expérience montre qu'ils ne sont pas négligeables, à rappeler dans l'arrêté de délégation la règle posée par l'article 1<sup>er</sup> (1°) du décret du 23 janvier 1947.

Alain Juppé

## Liste des oeuvres cinématographiques ayant obtenu une dérogation au délai vidéo.

### Décision du 11 mars 1997

- LES CENDRES DU TEMPS .....	4 avril 1997 (BMG FRANCE)
- PLUIE DE ROSES SUR MANHATTAN .....	29 avril 1997 (TF1 VIDEO)
- SALUT COUSIN ! .....	18 avril 1997 (JBA PRODUCTION)
- BIENVENUE DANS L'AGE INGRAT .....	5 mai 1997 (BMG FRANCE)
- LONE STAR .....	1 <sup>er</sup> mai 1997 (UGC PH-CASTLE ROCK/TURNER)
- L'ELEVE .....	15 avril 1997 (OCELOT PRODUCTIONS)
- LA SECONDA VOLTA .....	28 février 1997 (BANFILM)
- OUI .....	6 mai 1997 (GAUMONT)
- L'APPARTEMENT .....	28 mars 1997 (M6 INTERACTIONS)
- JUDE .....	28 avril 1997 (POLYGRAM VIDEO)
- BEAUTIFUL THING .....	17 mars 1997 (BMG FRANCE)
- ENCORE .....	14 avril 1997 (POLYGRAM VIDEO)
- THE VAN .....	29 avril 1997 (TF1 VIDEO)
- LOS ANGELES 2013 .....	13 mai 1997 (CIC VIDEO)
- CARLA'S SONG .....	5 mai 1997 (BMG FRANCE)
- DANGEREUSE ALLIANCE .....	24 février 1997 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- COEUR DE DRAGON .....	30 mai 1997 (CIC VIDEO)
- LE GRAND TOURNOI .....	15 avril 1997 (TF1 VIDEO)
- SECRETS ET MENSONGES .....	18 juin 1997 (TF1 VIDEO)
- TWISTER .....	21 mai 1997 (CIC VIDEO)
- MISSION IMPOSSIBLE .....	23 juillet 1997 (CIC VIDEO)

### Décision du 21 mars 1997

- URI .....	6 février 1997 (FREE DOLPHIN ENTERTAINMENT)
- DARKLY NOON .....	1 <sup>er</sup> avril 1997 (FREE DOLPHIN ENTERTAINMENT)
- WALKING AND TALKING .....	3 avril 1997 (POLYGRAM VIDEO)
- FEELING MINNESOTA .....	28 avril 1997 (WARNER HOME VIDEO)
- LES VICTIMES .....	1 <sup>er</sup> mars 1997 (GAUMONT)
- A TOUTE VITESSE .....	6 mars 1997 (POLYGRAM VIDEO)
- CITY HALL .....	1 <sup>er</sup> février 1997 (UGC PH - CASTLE ROCK / TURNER)
- LE ROI DES AULNES .....	1 <sup>er</sup> mars 1997 (PATHE VIDEO)
- GUANTANAMERA .....	15 mars 1997 (NEW VIDEO AGENCY)
- TIN CUP .....	1 <sup>er</sup> avril 1997 (WARNER HOME VIDEO)
- CONTE D'ETE .....	10 février 1997 (NEW VIDEO AGENCY)
- FLIPPER .....	7 février 1997 (CIC VIDEO)
- FARGO .....	4 avril 1997 (POLYGRAM VIDEO)
- DINGO ET MAX .....	3 février 1997 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- HOMMES FEMMES MODE D'EMPLOI .....	28 avril 1997 (NEW VIDEO AGENCY)
- L'EFFACEUR .....	13 mai 1997 (WARNER HOME VIDEO)



**Décision du 17 avril 1997**

- MRS WINTERBOURNE .....	1 <sup>er</sup> mai 1997 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- ALASKA .....	11 avril 1997 (UGC PH / CASTLE ROCK / TURNER)
- EXTRAVAGANCES .....	4 avril 1997 (CIC VIDEO)
- LE FANTOME DU BENGAL .....	7 mai 1997 (CIC VIDEO)
- LIENS D'ACIER .....	3 juin 1997 (WARNER HOME VIDEO)
- LOVE ETC .....	1 <sup>er</sup> juin 1997 (LE STUDIO CANAL PLUS)
- JACK .....	11 juillet 1997 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- BOGUS .....	3 juin 1997 (WARNER HOME VIDEO)
- DISJONCTÉ .....	13 mai 1997 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- PONETTE .....	15 avril 1997 (LE STUDIO CANAL PLUS)
- DERNIERE DANSE .....	28 mai 1997 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- ULTIME SOUPER .....	14 mars 1997 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- PORTRAIT DE FEMME .....	18 juin 1997 (POLYGRAM VIDEO)
- MES DOUBLES MA FEMME ET MOI .....	11 mai 1997 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- L'INCROYABLE VOYAGE A SAN FRANCISCO .....	23 juillet 1997 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- PHENOMENE .....	18 avril 1997 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- CAPITAINE CONAN .....	16 mai 1997 (LE STUDIO CANAL PLUS)
- BREAKING THE WAVES .....	9 mai 1997 (LA SEPT VIDEO)
- CRASH .....	17 avril 1997 (LE STUDIO CANAL PLUS)
- LES VOLEURS .....	1 <sup>er</sup> mai 1997 (LE STUDIO CANAL PLUS)
- LE PROFESSEUR FOLDINGUE .....	4 juin 1997 (CIC VIDEO)
- LE BOSSU DE NOTRE DAME .....	27 août 1997 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)